

lefigaro.fr

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



PATRIMOINE
UNE VISITE EXCLUSIVE
DE L'HÔTEL DE LA MARINE
PAGE 32

FOOTBALL
COMMENT LES CLUBS
DE LIGUE 1 SE BATTENT
POUR LEUR SURVIE PAGE 15



LE FIGARO AVEC VOUS

Notre troisième cahier s'adapte pour vous accompagner hors de chez vous sur les nouveaux chemins de la culture et de l'art de vivre
PAGES 29 À 36

GASTRONOMIE

SAVOURER LA FÉRA DU LAC D'ANNECY, AVEC LE CHEF JEAN SULPICE
PAGE 36

MÉMOIRE

Macron va lancer l'Année de Gaulle à Montcornet
PAGE 10

DÉFENSE

« Charles de Gaulle » : l'excès de confiance des marins face au virus
PAGE 12

CORONAVIRUS

L'effort de guerre des industriels ne faiblit pas
PAGE 22

CHAMPS LIBRES

• Les tribunes de Paul Thibaud, de Dominique Bompoin et de Georges Karolyi
• La chronique de Renaud Girard
PAGES 17 ET 18

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de lundi : Souhaitez-vous le développement du télétravail à long terme en France?

OUI 75% NON 25%

TOTAL DE VOTANTS : 95933

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr

Êtes-vous favorable au port du masque obligatoire dans tout l'espace public?

VALÉRY HACHE/AFP-AMBROISE TEZENAS

Un quai de la gare Saint-Lazare, à Paris, lundi à 8h30.



La France repart doucement

Après huit semaines de confinement, la vie reprend prudemment son cours. Commerçants, salariés ou enseignants retrouvent le chemin du travail. PAGES 2 À 7, 23 ET L'ÉDITORIAL

La réussite du déconfinement, enjeu crucial pour l'exécutif

Malmené par l'opinion au fil de l'avancée du confinement et des polémiques sur les masques ou les tests, l'exécutif veut tenter de reprendre la main sur la séquence à

venir, naturellement plus porteuse d'espoir. Selon lui, le jugement du pays serait certes sévère mais susceptible d'évoluer si la sortie de crise se passait bien.

Écoles, commerces, transports : l'inquiétude en toile de fond

Difficulté à adapter les lieux selon les consignes sanitaires, absence de salariés, stress... Si la réouverture des magasins et des écoles, lundi, a réoxygéné le pays, l'in-

quiétude et la prudence prévalaient. Dans les grandes villes, comme à Paris, la reprise des transports publics s'est déroulée sans afflux, dans le respect des consignes.

Plan de relance de l'économie : Le Maire veut prendre son temps

Le ministre de l'Économie consulte politiques, économistes, entreprises et partenaires sociaux pour préparer un plan de relance, qu'il ne présentera que « fin

août, début septembre », assure-t-il. Dans l'immédiat, Bruno Le Maire s'attelle au soutien des secteurs les plus en difficulté, comme l'automobile ou l'aéronautique.

ÉDITORIAL par Gaëtan de Capèle gdecapelle@lefigaro.fr

L'autre bataille

Mise sous cloche pendant deux mois interminables, la France recommence enfin à respirer. Après un printemps en hibernation, la vie quotidienne reprend à pas comptés : il redevient - presque - possible de se déplacer, les commerces peuvent rouvrir, les chantiers repartent, les usines se remettent en marche, les entreprises redémarrèrent lentement. Seule l'histoire jugera, mais d'un point de vue sanitaire, la mise à l'arrêt quasi complète du pays était probablement, compte tenu de notre état d'impréparation, le moins pire des choix face à l'épidémie. Avec plus de 26 000 décès à ce jour en France, son bilan humain est lourd, mais il a été contenu. Le coût économique de cette stratégie radicale est en revanche exorbitant. Pour atténuer le choc, le gouvernement a déployé des moyens sans précédent, afin de soutenir les entreprises et les salariés, soudain privés d'activité. Ces dizaines de milliards d'aides d'urgence vont provoquer une explosion de l'endettement public, que nous regretterons peut-être un jour. Sans doute était-ce le prix à payer pour éviter un effondrement général. Malgré cela, une violente réces-

sion nous attend, ainsi que des faillites en cascade et une envolée du chômage. C'est dire l'enjeu de l'autre bataille qui s'engage, celle du redressement. Elle impose de créer sans ambiguïté l'état d'urgence économique. De tout mettre en œuvre pour inciter à une reprise massive et rapide du travail. N'en déplaie à certains people repus et enivrés de bons sentiments, le retour d'une croissance forte, et lui seul, constitue le meilleur rempart contre la crise sociale qui vient : on ne crée ni richesses ni emplois sans activité. Au passage, cette loi économique d'airain n'est pas incompatible avec les préoccupations environnementales ; en les combinant, on peut même gagner sur les deux tableaux. Afin de relancer la machine, le gouvernement peaufine un plan pour la rentrée qui privilégiera le soutien aux entreprises. Choix judicieux pour créer de la confiance, stimuler l'embauche et l'investissement. Mais, dans cette course contre la montre, il n'a plus une minute à perdre. Le temps passé ne se rattrape jamais. ■

MEPHISTO
STEINMETZ

PARIS 1^{er} 12, avenue de l'Opéra
PARIS 4^e 2, rue de la Coutellerie
PARIS 15^e 101, rue de la Convention

www.mephisto-shoes.com

M 00108 - 512 - F - 2,90 €



MARTIN BERTRAND/HANS LUCAS VIA AFP

Nous sommes totalement mobilisés et vigilants pour réussir ce qui est une première étape du déconfinement. (...) Les maires ont une responsabilité un peu à 360° dans ce déconfinement

NATHALIE APPÉRÉ
MAIRE PS DE RENNES

Macron prépare la prochaine étape du déconfinement

Le président de la République estime que le confinement a ralenti la propagation du virus mais reste vigilant sur les risques de redémarrage de l'épidémie.

FRANÇOIS-XAVIER BOURMAUD
@fxbourmaud

À L'ÉLYSÉE aussi, le déconfinement a commencé. Lundi matin, comme partout en France, quelques rares employés de la présidence de la République ont refait leur apparition dans les couloirs du palais. Principalement ceux dont la présence physique est requise pour effectuer leur tâche : au standard pour répondre aux appels téléphoniques, au service courrier où les lettres s'entassent depuis bientôt deux mois. Les autres ont reçu une note interne du directeur général des services : le télétravail est privilégié jusqu'au 2 juin. C'est donc depuis son bureau, entouré des rares conseillers restés physiquement présents à l'Élysée durant toute la période du confinement, que le président a dressé un premier bilan de la période de la crise du coronavirus.

« Le confinement est un succès. Il a cassé la courbe de l'épidémie et a considérablement ralenti la propagation du virus, a démarré Emmanuel Macron. Maintenant, il reste des poches de France en rouge. L'objectif c'est d'avoir une France en vert

le 2 juin prochain pour poursuivre la dynamique du déconfinement. » Ce n'est pas encore gagné.

Le coronavirus circule encore activement et rapidement dans quatre régions : Île-de-France, Hauts-de-France, Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté. À Mayotte, la situation sanitaire est alarmante. Malgré la fin du confinement, le risque de saturation des hôpitaux est toujours présent. À cela s'ajoutent les nouvelles alarmantes de pays voisins comme l'Allemagne où la propagation du virus est répartie à la hausse après le déconfinement. « Nous travaillons sur des scénarios de reconfinement », confie un conseiller du chef de l'État. Le président nous a demandé d'être très vigilants, de ne pas nous laisser surprendre. Il faut être prêt dans l'hypothèse où... »

Malmené par l'opinion au fil de l'avancée du confinement et des polémiques sur les masques ou les tests, l'exécutif veut tenter de reprendre la main sur la séquence à venir, naturellement plus porteuse d'espoir. D'autant que les comparaisons avec la gestion de crise dans les autres pays européens, au détriment de la France, ont fortement

L'objectif c'est d'avoir une France en vert le 2 juin prochain pour poursuivre la dynamique du déconfinement

EMMANUEL MACRON

agacé à l'Élysée. « Nous ne sommes pas dans un concours de beauté avec nos voisins pour savoir qui est le meilleur, baliait un conseiller d'Emmanuel Macron. Les Français sont pessimistes, ils ont toujours été comme ça. Pourtant, nous avons gagné la bataille de l'admission à l'hôpital, nous avons réussi une prouesse logistique en transportant des patients sur tout le territoire national et à l'étranger, nous avons décapé nos capacités de production de masques... » Bref, le jugement du pays serait certes sévère mais susceptible d'évoluer si la sortie de crise se passe bien.

Sur le terrain

En attendant, dans la période qui court jusqu'à la prochaine étape du déconfinement, le 2 juin prochain, Emmanuel Macron va poursuivre ses déplacements sur le terrain. Plusieurs visites « coup de sonde » sont envisagées pour observer « comment l'effort de déconfinement se déploie sur les territoires », raconte-t-on à l'Élysée. Le chef de l'État veut garder un œil sur le bon déroulement du déconfinement, notamment dans les transports et les écoles. Car les effets pervers me-

nacent de se multiplier partout dans le pays. Dans certains établissements scolaires, ce sont par exemple des enfants de personnels soignants qui se retrouvent mis à l'écart des autres par crainte de contamination.

Dans les jours à venir, le chef de l'État a aussi prévu plusieurs entretiens avec des maires et des élus locaux pour un « premier retour d'expérience du déconfinement ». Une rencontre avec les partenaires sociaux est également envisagée, de même qu'un échange avec les préfets de régions. Parallèlement, les ministres clés du déconfinement sont régulièrement en contact avec le président, à commencer par le premier d'entre eux.

À la mise en œuvre technique du déconfinement, Édouard Philippe a enchaîné les réunions à Matignon. Comme tous les lundis, il a déjeuné avec le chef de l'État. Comme tous les lundis, il a présidé en fin d'après-midi depuis le centre de crise de la place Beauvau une réunion sanitaire par visioconférence avec les ministres en première ligne. Sur la longue route du déconfinement, le lundi 11 mai n'était qu'une étape. ■



Emmanuel Macron lors des cérémonies du 8 Mai, à Paris.

JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

Le Conseil constitutionnel valide à deux censures près l'état d'urgence

FRANÇOIS-XAVIER BOURMAUD ET PAULE GONZALES
pgonzales@lefigaro.fr

UN DÉBAT marathon pour un texte hautement inflammable. Le Conseil constitutionnel a planché, sans répit depuis dimanche 15 heures jusqu'à lundi soir sur la loi qui prolonge l'état d'urgence. À deux censures près et quelques réserves d'interprétation, les sages de la galerie de Montpensier ont validé le texte du gouvernement passé par les fourches caudines de la commission mixte paritaire le samedi 9 mai. Au nom d'un principe tout aussi constitutionnel que ceux de la liberté d'aller et venir et de la protection de la vie privée, celui de la protection de la santé.

Les sages ont ainsi balayé d'un revers de main, les questions concernant la responsabilité des politiques estimant que les dispositions sont « celles de droit commun » et qu'« elles ne méconnaissent pas le principe d'égalité devant la loi pénale ». De même en matière de contrôle et de verbalisation dans les transports, le Conseil constitutionnel valide le dispositif du gouvernement.

Il s'est cependant réservé deux blocs de censures et de réserves

d'interprétation, notamment en ce qui concerne la mise en quarantaine, le traçage et le fichage des personnes infectées.

En matière d'isolement, la première réserve d'interprétation concerne le contrôle de ces mesures par un juge de la liberté et de la détention. Les sages avaient déjà rappelé qu'au-delà de 14 jours, l'intervention d'un juge de l'ordre judiciaire était obligatoire. Il pousse là sa jurisprudence un peu plus loin en précisant, qu'elle le sera systématiquement dès lors que ces mesures « imposent à l'intéressé de demeurer à son domicile ou dans son lieu d'hébergement pendant une plage horaire de plus de douze heures ».

Dès lors, il demande au législateur de censurer en matière de quarantaine les dispositions substantielles de la précédente loi d'État d'urgence du fait de ces nouvelles réserves d'interprétation.

En matière de traçage, le Conseil constitutionnel restreint l'accès au fichier. Le censure de la liste initiale particulière « les organismes qui assurent l'accompagnement social des intéressés » estimant qu'il s'agit là « d'un accompagnement social qui ne relève pas directement de la lutte contre l'épidémie », et que

donc « rien ne justifie que l'accès aux données à caractère personnel » leur soit laissé directement.

De même introduit-il des réserves d'interprétation en matière d'habilitation des organismes et des sous-traitants ayant accès aux fichiers. Ainsi, ces habilitations ne pourront être données au titre des organismes mais de manière spécifique à chaque agent. Enfin, « les agents de ces organismes ne sont pas autorisés à communiquer les données d'identification d'une personne infectée, sans son accord exprès, aux personnes qui ont été en contact avec elle ». Et plus largement, le Conseil rappelle l'interdiction « de divulguer à des tiers les informations dont ils ont connaissance par le biais du dispositif ainsi instauré ».

Outre les parlementaires de gauche et le président du Sénat Gérard Larcher, le président de la République a valent saisi la plus haute juridiction. Conscient de l'enjeu, Édouard Philippe avait travaillé tard dans la nuit à l'encadrement juridique du texte et aux décrets d'application. Fait rare, des conclusions du gouvernement avaient été envoyées place du Palais-Royal pour défendre un texte très attaqué. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD @GTABARD

L'exécutif face aux inquiétudes du lendemain

Édouard Philippe avait prévu il y a déjà une semaine : la gestion du déconfinement sera plus « compliquée » que la décision du confinement. Cette nouvelle étape est en effet un nouveau défi pour le gouvernement.

Et pas le plus simple à relever. Le confinement fut un choc, mais tout le monde ou presque était logé à la même enseigne.

Le discours de l'exécutif pouvait être global. Le déconfinement se fait en quelque sorte à la carte. L'école rouvre, mais pour certains niveaux seulement, et sur la base de critères sélectifs et du volontariat ; reprise des transports pour aller travailler, mais télétravail toujours encouragé ; activités autorisées, mais pas toutes ; restrictions maintenues dans les départements rouges... Ce n'est plus un corps social dans sa globalité qui réagit, c'est une somme d'individus s'interrogeant sur sa situation particulière. Cela impose une communication plus fréquente et plus rigoureuse des ministres en charge d'un secteur précis, et une expression repensée au sommet de l'État.

L'exécutif, surtout, doit être conscient d'un triple risque. Le premier est d'être jugé responsable des inévitables ratés du déconfinement sans être gratifié de ses réussites. C'est ce que la spécialiste de l'opinion Chloé Morin (Societing/Fondation Jean Jaurès) appelle « le syndrome du train qui arrive à l'heure ».

« À l'heure de l'hyper défiance, dit-elle, le gouvernement doit savoir qu'aucune victoire ne lui donne de chèque en blanc de l'opinion, alors que tout dysfonctionnement décapera les critiques contre lui. »

Le deuxième risque est d'être renvoyé à l'inquiétude suivante. Et, partant, d'être pris dans des polémiques inverses à celles des séquences précédentes. Après avoir été accusé de faire trop dur le confinement, l'exécutif a été suspecté d'en improviser la sortie.

Si cela se passe mieux que redouté à l'école, dans les transports et dans les commerces, l'attention va se reporter vers une éventuelle remontée des cas atteints du Covid, comme on le voit déjà en Allemagne. Le déconfinement était attendu avec un mélange de soulagement et de crainte.

Si le gouvernement était contraint rapidement d'être à nouveau coercitif, cela fragiliserait plus encore une confiance qui est déjà le talon d'Achille du pouvoir macronien. De quelle manière va jouer la peur d'une deuxième vague dans le jugement sur les dirigeants ? C'est une inconnue de taille. Conjurer tout relâchement des comportements, sans recréer un sentiment de culpabilisation de la population, c'est une des lignes de crête qui sera le plus difficile à tenir.

Le troisième risque enfin est d'être rattrapé par l'impact du choc économique alors que la sortie du dispositif de chômage partiel se profile.

« Le gouvernement est parvenu jusqu'à maintenant à contenir cette inquiétude », constate Chloé Morin, mais que va-t-il se passer lorsqu'il retirera la perfusion ? »

Dans le discours d'Emmanuel Macron, l'évocation du « jour d'après » se voulait synonyme de perspectives optimistes, de coup d'envoi d'une relance du pays après des semaines de mise à l'arrêt. Mais dans l'esprit des Français, ce « jour d'après » le confinement est d'abord associé à des questions, des inquiétudes, voire des angoisses nouvelles. Pour préserver ce qui lui reste de capital de confiance, le gouvernement non plus n'a pas droit au relâchement. ■

ÉCOUTEZ À 8H10 GUILLAUME TABARD DANS LA MATINALE DE GUILLAUME DURAND

RADIO CLASSIQUE

LE FIGARO

NOUS SOMMES #LÀPOURVOUS AIDER À TRAVERSER LA CRISE.

Avec près de 1 700 Prêts Garantis par l'État accordés chaque jour et plus de 11,5 milliards d'euros de financement en cours, les conseillers BNP Paribas restent mobilisés à vos côtés.

NOS SOLUTIONS MISES EN PLACE POUR VOUS AIDER* :

- Report de remboursement.
- Réaménagement de crédit, solutions de trésorerie.
- Prêt Garanti par l'État : aucun remboursement la première année puis amortissable jusqu'à 5 ans.

Contactez votre chargé d'affaires BNP Paribas ou RDV sur mabanquepro.bnpparibas



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

*Offres réservées aux professionnels soumises à conditions.

Chiffres au 6 mai 2020 - Source interne BNP Paribas - BNP Paribas, SA au capital de 2 499 597 122 € - Siège social : 16 bd des Italiens, 75009 Paris - Immatriculée sous le n° 662 042 449 RCS Paris - Identifiant CE FR76662042449 - www.group.bnpparibas

Les enseignants retrouvent le chemin de l'école avec appréhension

Quelque 50 % d'entre eux, et 15 à 20 % des enfants, regagnent leur salle de classe cette semaine. D'autres, en arrêt maladie, ne permettent pas à certaines communes de rouvrir leurs établissements.

MARIE-ESTELLE PECH
@MarieEstellePech
GUILLAUME MOLLARET
@newsdusud

ENVIRON la moitié des enseignants des écoles primaires publiques et privées sous contrat se sont réunis ce lundi pour organiser le déconfinement scolaire. Comme Marie Rollet qui, à l'école parisienne des Saints-Anges, traitait ce matin les jouets accessibles ou non à ses élèves de maternelle: «J'ai retiré les Lego, garages et dinettes. Mais je laisse certains livres et chacun aura son tas de Kapla. Les manipulations d'objets seront plus individuelles», raconte cette enseignante tiraillée entre «une vraie joie de retrouver [ses élèves et un peu de stress]».

«Près de 86 %» des écoles vont ouvrir, pour accueillir «plus de 1,5 million d'enfants», sur un total de 6,7 millions d'écoliers, a assuré le ministre de l'Éducation. Ces derniers jours, des parents et enseignants ont témoigné de leur inquiétude. «Beaucoup de pédiatres le disent, il y a plus de risques à rester chez soi que d'aller à l'école», leur a répondu Jean-Michel Blanquer sur Europe 1. Décrochage scolaire, dépression, maltraitance, les maux sont connus. Et si le risque du Covid-19 demeure, il est, selon lui, maîtrisable: durant le confinement, plusieurs centaines d'écoles sont restées ouvertes pour y accueillir 30 000 enfants dont les parents sont soignants, et aucun

problème n'y a été relevé.

Pourquoi une si forte proportion d'enseignants - un sur deux - resteront-ils chez eux? Ils sont censés regagner leur salle de classe, sauf s'ils présentent un risque particulier au Covid-19 ou s'ils vivent avec une personne vulnérable. Les personnels qui n'ont pas de solution de garde pour leurs enfants de moins de 16 ans, ou qui ne souhaitent pas les mettre à l'école - même si ces derniers sont prioritaires -, peuvent par ailleurs continuer à rester à domicile. Enfin, le ministère a toujours indiqué qu'il ne forcerait pas les récalcitrants à revenir. Une forme de tolérance est de mise.

Stress

Médecin généraliste dans le 18^e arrondissement de Paris, Sabine confie «avoir reçu une dizaine d'enseignants stressés la semaine dernière, venus chercher un arrêt de travail. Aucun n'était à risque et j'ai tenté de les rassurer. Mais vu leur état de panique, j'en ai quand même arrêté trois». Parmi les écoles qui ne rouvrent pas leurs portes, certaines ont des problèmes de locaux, d'autres ne disposent d'aucun enseignant. À Molières-Cavaillac, au cœur des Cévennes gardoises, peu touchées par le coronavirus, son maire, Roland Canayer, ne décolère pas. La semaine passée, les employés municipaux de cette commune de 950 habitants ont tout fait pour que l'école soit prête ce 12 mai. Las, l'école qui devait ac-

Lundi matin, à Champigny-sur-Marne, l'équipe enseignante de l'école privée catholique Sainte-Thérèse se réunit «comme pour une rentrée de septembre». En bas, une institutrice colle sur les tables le prénom d'une dizaine d'élèves attendus.

S. SORIANO/LE FIGARO



À Sainte-Thérèse, à Champigny, 100 % des profs répondent à l'appel

CAROLINE BEYER @BeyerCaroline

MAÎTRESSE de moyenne section de maternelle à l'école privée catholique Sainte-Thérèse, à Champigny-sur-Marne (94), Stéphanie colle, sur les dossiers des petites chaises, les prénoms des huit élèves attendus ce mardi. Elle place et déplace les tables, pour s'assurer des «distanciations sociales» de rigueur. Mais s'interroge sur le devenir de ses ateliers «autonomes», mis en place depuis le début de l'année. Les élèves ont pris l'habitude d'ouvrir librement les tiroirs du meuble dédié, pour enchaîner, l'après-midi, des jeux de lettres, de mathématiques, de motricité fine. «Il faudra tout désinfecter après

16 mars, avant de reprendre sa progression. «Il ne faut pas que cette reprise soit auto-générée», répète-t-elle. «J'ai la chance d'avoir 100 % de mes enseignantes qui reprennent mardi», explique Laurence Coureul, directrice depuis sept ans de cette école primaire, intégrée à un groupe scolaire. Ces enseignantes, mères de jeunes enfants, ou plus âgés aussi, ainsi que des AESH (accompagnants des enfants en situation de handicap), un personnel de surveillance et de ménage - qui s'apprête à suivre une formation sur les produits désinfectants - sont les starting-blocks.

En ce lundi, M. Kane, l'homme à tout faire de l'école, nettoie la cour de récréation, armé d'un tuyau d'arrosage. À l'heure où, en France, 15 % des élèves et 50 % des enseignants reprendront le chemin de l'école, selon les chiffres du ministère de l'Éducation, la directrice a conscience d'être dans une situation particulière. Un état de fait qui tient au statut privé de l'école, mais aussi, à en croire les parents, au «management» de la directrice. À Sainte-Thérèse, un tiers des 220 élèves sera de retour à temps plein mardi, selon un sondage auprès des parents. La directrice n'a pas voulu faire le choix de niveaux «prioritaires» - la grande section de maternelle, le CP et le CM2, ces classes «palliers» de l'Éducation -, mais a privilégié les fratries, pour éviter aux parents un casse-tête supplémentaire. Dans cette école socialement mixte, qui compte des enfants de médecins, mais aussi, de la communauté Tamoul de la cité de Boulleaux, certains n'ont pas eu d'autres choix que de remettre leurs enfants à l'école. D'autres attendent «de voir» d'ici la fin mai, avant d'envisager un retour. Mais comment la directrice fera-t-elle pour respecter le protocole de l'Éducation nationale, alors que son



organisation tient tout juste, avec 100 % de professeurs présents?

Ce matin, à 9 heures, l'équipe est réunie. «Comme une rentrée de septembre, les grandes vacances en moins», glisse la directrice qui, de son ordinateur, entre une bouteille de produit nettoyant et un flacon de gel hydroalcoolique, déroule sa présentation. Elle a mis quinze jours à élaborer son organisation, au rythme des interventions de l'exécutif.

Ce lundi matin, l'école Sainte-Thérèse est revenue à la vie. À l'extérieur, sur les panneaux d'affichage, les menus de la cantine remontent à la mi-mars. À leurs côtés, sont restées les affiches des candidats aux municipales. Le temps s'était arrêté. Même si l'école a accueilli les enfants du personnel soignant.

50 litres de gel, 5 000 masques, des gants, des visières pour les plus exposés... Sans attendre le rectorat, l'école a commandé le matériel adéquat. Ici, on est heureux de se retrouver. Plaisanteries autour des masques et des lunettes embuées, du coffreur qui a cruellement manqué... Autour de cafés et de croissants, c'est dans une atmosphère enthousiaste que le personnel s'apprête à reprendre. Il y a cette histoire de Coco le virus, une BD qui explique la crise sanitaire aux enfants, cette comptine suffisamment longue pour assurer le lavage des mains, et ces jeux d'extérieurs sans contacts. Il n'y aura pas de cantine. Des plateaux-repas seront distribués dans les classes. À l'entrée de l'école, la directrice sera là pour rassurer les parents.

«Ils sont inquiets de l'entrée en sixième. Ils se demandent si leurs enfants seront prêts. Mais les sixièmes ne seront pas prêts pour la cinquième et ainsi de suite», explique Françoise, maîtresse de CM2. Avec quinze enfants par classe, au maximum, le temps d'enseignement, ne sera pas le même. En parallèle, les enseignantes assureront l'enseignement à distance. Priorité sera donnée aux «fondamentaux», le français et les mathématiques. «Si nous pouvons avancer, nous avancerons, sachant que nous reprendrons comme si l'école s'était achevée à la mi-mars», explique la directrice. En charge de la Pastorale, Sandra interviendra dans les classes. Et fera un parallèle avec l'Ascension, «ce temps où les apôtres ont été confinés, dans l'incertitude», explique-t-elle. ■

50 %
des enseignants
et 15 % des élèves
reprendront
le chemin de l'école,
selon les chiffres
du ministère
de l'Éducation

usage. Ou limiter leur utilisation à un élève par jour», hésite-t-elle. Comme l'ensemble du corps enseignant de cette école familiale, elle est heureuse de reprendre le travail.

À son bureau, Caroline, professeur de CP, joue avec la patafix. Elle vient de coller sur les tables les prénoms de ses dix élèves attendus. «Je ne vais pas pouvoir porter le masque tout le temps. Nous allons reprendre la lecture avec le son "ouille". Impossible qu'ils ne voient pas mon visage», explique-t-elle. Elle se tiendra éloignée. Comme ses collègues, elle va faire un état des lieux de ce qui a pu être appris depuis le



Des passagers d'un train de banlieue arrivent à la gare Saint-Lazare, lundi matin...
F. BOUCHON / LE FIGARO



...Quelques mètres plus bas, dans le métro, un agent distribue du gel hydroalcoolique aux voyageurs près des quais de la ligne 13.

Une reprise des transports sous contrôle

À Paris, l'affluence maîtrisée et le respect des consignes ont permis un trafic apaisé dans les gares et le métro.

ANGÉLIQUE NÉGRONI @negroni@lefigaro.fr
ET GUILLAUME POINGT @gpoingt@lefigaro.fr

EN RÉGION parisienne, le bon déroulement des déplacements dans les transports en commun repose sur une seule condition : le maintien d'une faible affluence. Et c'est bien ce qu'a révélé cette première journée de déconfinement à Paris où la très faible fréquentation des gares et des métros a permis, ce lundi, une reprise réussie du trafic, dans le respect des consignes.

Les règles de distanciation sociale ont ainsi été appliquées et la signalétique des nombreuses recommandations qui ont soudain envahi les lieux a pu être repérée. Sur le sol, un marquage fait de ronds et de flèches a fait son apparition. Collés sur des banquettes, des autocollants indiquent qu'il faut laisser certains sièges libres. Sur les vitres et les murs, une constellation de messages accompagnés de logos rappellent aussi les mesures d'hygiène. « Pour notre santé, appliquons les bons gestes », « Pour notre santé à tous, jetons les objets à usage unique », « Pour notre santé à tous, portons un masque »... Pour autant, chacun pressent que tout cela sera réduit à néant si les usagers reviennent en nombre.

Mais pour ce lundi matin de reprise, bien peu de monde. Dans ce train de banlieue qui, peu avant 8 heures, file vers la gare Saint-Lazare, seuls quelques passagers occupent les places assises. Parmi eux, Serge. Le visage masqué comme tous les autres voyageurs, il vient rouvrir son restaurant parisien qui ne fera que de la vente à emporter. « Je suis prêt à faire ce trajet tous les jours mais je ne prendrai pas le métro. J'ai peur et je continuerai à pied », dit-il. En arrivant à la gare Saint-Lazare, il découvre une ambiance parfaitement inhabituelle à cette heure matinale. Au lieu des bousculades, des cohortes d'usagers contraints de marcher au pas sur des quais bondés, les lieux sont presque vides.

Déployés en nombre çà et là, des agents d'orientation, vêtus de rouge, obligent le peu d'usagers présents à emprunter des circuits-vite pour rejoindre le métro. Des mesures qui, en raison de cette faible fréquentation, semblent bien inutiles. Mais le personnel qui surveille ces trajets reste inflexible. « Non madame, vous ne pouvez pas prendre ces escalators, vous devez passer par dehors pour rejoindre le métro », indique ainsi un de ces hommes en rouge.

Après la gare, le métro donc. Juste derrière les portiques pour y accéder, des agents, en tunique bleue cette fois, distribuent du gel hydroalcoolique qu'ils transportent dans de gros bidons accrochés sur leur dos. Nouveaux services et nouveaux gestes : les voyageurs mettent leurs mains en offrande pour recueillir le produit sortant d'un fin tuyau.

Dans toutes les stations, ces scènes se répètent. Ainsi à la station Châtelet-Les Halles, l'une des plus importantes d'Île-de-France, l'équipe « gel service » constitue même l'attraction de la matinée. Au départ un peu surpris, de nombreux voyageurs se dirigent finalement d'eux-mêmes vers elle, presque heureux d'aller se faire désinfecter. « Nous travaillons trois heures le matin et trois heures le soir. Je fais cette mission en intérim sans doute jusqu'à début juin », confie Sofiane, un membre de l'équipe. En parallèle, déployée sur toute la longueur des quais du métro, une armada

d'employés de la RATP, munis de masques et de visières, veille au respect des distances sociales. D'autres s'emploient à désinfecter les lieux.

Quelques récalcitrants

Quant au port du masque, désormais obligatoire dans les transports publics, il est plutôt bien respecté par les usagers. En patrouille ou à l'arrêt à l'entrée des stations, des policiers interceptent les quelques récalcitrants qui, pour l'instant, s'en sortent par un simple rappel à l'ordre. Le visage non protégé et se rendant à son travail après avoir été confiné, Kevin s'engouffre dans le métro. « Je n'ai pas trouvé de masque. Les agents de la gare Saint-Lazare que je suis allé voir m'ont dit qu'ils n'en avaient déjà plus pour une distribution gratuite », rapporte-t-il gaiement. Également en infraction, une jeune femme prend place, quant à elle, dans un train de banlieue. Avec son masque soigneusement plié dans son sac à

main, elle est soumise, explique-t-elle, à un terrible dilemme : « Si je porte le masque, mes lunettes deviennent pleines de buée et je ne vois plus rien. Je suis myope et astigmate. C'est un vrai problème. »

D'autres aussi commencent à se jouer des règles. « Certains portent leur masque en station mais dès qu'ils sont installés dans le métro, ils le retirent », relève un fonctionnaire de police, en service sur la ligne 13, la plus fréquentée du réseau. Mis à part un incident technique qui, tôt le matin, a fait partir des rames bondées, celle-ci reste également peu fréquentée.

Pour ce lundi, les attestations obligatoires, délivrées par les employeurs pour circuler aux heures de pointe, n'ont pas été contrôlées. « On sait très bien que presque personne ne les a, faute d'avoir pu se les procurer à temps », lâche un policier. Mais d'ici quelques jours, ces documents seront vérifiés et les contrevenants s'exposeront alors à une amende de 135 euros. ■

La SNCF et la RATP ont plutôt réussi l'examen

JEAN-YVES GUÉRIN @jyguerin

MENTION ASSEZ BIEN. Globalement, la SNCF et la RATP ont réussi à faire à peu près respecter la distance d'un mètre entre les passagers des transports en commun en Île-de-France lundi. Pas tout le temps et pas à tous les endroits, certes : des vidéos montrent, sur la ligne 13 du métro tôt le matin, des passagers au coude-à-coude et des rames bondées des RER B et D à la gare du Nord. Des couacs regrettables mais un tableau d'ensemble plutôt encourageant.

« Il n'y a pas eu d'engorgement généralisé dans les trains de banlieue, les métros, les tramways et les bus en région parisienne car assez peu de monde les a empruntés », affirme Marc Pélissier, président de la Fnaut (Fédération nationale des associations d'usagers des transports) en Île-de-France. La RATP a noté une fréquentation de 15 à 20 %. De son côté, la SNCF a transporté 15 % de sa clientèle habituelle dans les Transiliens et les TER. Les incitations au télétravail ou à l'arrivée étalée au bureau ou à l'usine ont donc été entendues, ce qui permet de rendre possible le respect de la distanciation sociale.

Sans sombrer dans le triomphalisme, les opérateurs de transport ont tiré un bilan plutôt favorable de cette première journée post-confinement. « Aucun incident majeur n'a été constaté sur le réseau ce matin », a estimé la RATP. La SNCF, elle, relève que plus de 97 % de ses trains circulant en Île-de-France avaient une affluence faible ou très faible. La preuve qu'en province le déconfinement dans les

transports s'est aussi fait sans heurts majeurs. À Lyon, les métros sonnaient le creux. À Strasbourg, peu de monde dans le tram...

Partout en France, l'écrasante majorité des passagers respecte l'obligation de porter le masque. « Il y a eu une discipline au niveau du port du masque », souligne la PDG de la RATP, Catherine Guillouard. Un respect qui va même au-delà, à certains endroits, de 95 %. Mais il ne faut pas crier victoire trop vite. Surtout en Île-de-France, où le respect des distanciations sociales dans les moyens de transport constituera toujours un combat. D'abord, il va falloir gérer les points noirs constatés lundi. Sur la ligne 13, la RATP plaide l'incident technique, des inondations, qui ont occasionné l'arrivée de la première rame avec... quarante minutes de retard. Une situation vite rétablie dans la matinée, qui n'a pas de raisons de se renouveler.

Pour les lignes B et D du RER venant de la banlieue nord où beaucoup d'habitants ont un emploi ne se prêtant pas au télétravail, la SNCF va rectifier le tir dès mardi, en ajoutant deux RER B et un RER D entre 6 heures et 6 h 30. Plus structurellement, une première journée sans accrocs majeur n'est pas une garantie tout risque. « On n'est pas tiré d'affaire », prévient Marc Pélissier, des entreprises vont progressivement demander à leurs salariés en télétravail de revenir au bureau. » Même prudence dans l'entourage de Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France : « On reste vigilant car c'est un processus de longue haleine. La réouverture des écoles peut changer la donne. Cela veut dire plus de personnels chez les transporteurs mais aussi plus de passagers. » ■

CHANTAL BEAUVOIS
ET FRANCK BAILLE

HVMC
HÔTEL DES VENTES
DE MONTE-CARLO

MONACO
VENTES DE JUILLET
EN PRÉPARATION

BIJOUX & MONTRES



DIAMANT OVALE
DE 10,83 CTS - E-VVS2
ADJUGÉ
240 000 €



PATEK PHILIPPE
ADJUGÉE
155 000 €

ESTIMATIONS SUR PHOTOS OU SUR RENDEZ-VOUS

EXPERTS PARIS
CABINET A. BEAUVOIS
00 33 (0) 1 53 04 90 74 - ARNAUD@BEAUVOIS.INFO

HÔTEL DES VENTES DE MONTE-CARLO
10-12 QUAI ANTOINE 1^{ER} - 98000 MONACO
00 377 93 25 54 80 - ACDELAROCHE@HVMC.COM

WWW.HVMC.COM

Ces commerçants pas si pressés de rouvrir leurs magasins

Difficultés à appliquer les mesures sanitaires, absence de salariés... Certains enseignes préfèrent prendre leur temps avant d'accueillir les clients.

MARIE BARTNIK @mariebartnik

APRÈS deux mois d'arrêt quasi total de leur activité, les magasins de vêtements, de décoration ou autres boutiques non alimentaires ont pu rouvrir leurs portes lundi. Les grandes enseignes se sont attachées à rouvrir autant de points de vente que possible, pour retrouver le contact avec leurs clients.

Mais certains étaient encore fermés lundi. Ikea, par exemple, maintient closes les portes de ses 34 magasins français, jusqu'à nouvel ordre. Le groupe suédois veut prendre le temps de rouvrir dans de bonnes conditions. Une consultation des représentants du personnel est en cours. Même démarche chez Conforama, qui n'a pour l'instant ouvert que 20 magasins sur près de 200. « Rouvrir progressivement nous permet de valider notre organisation et de la déployer à l'ensemble de nos magasins en toute sécurité », explique le groupe. Chez Déathlon, 300 magasins sur 325 sont ouverts. Les 25 points de vente encore fermés sont situés dans un centre commercial clos sur ordre de la préfecture, soit encore insuffisamment préparés. « Dans ce cas, ils le seront dans la semaine », explique l'enseigne.

Si les mesures sanitaires sont épineuses à mettre en œuvre pour les grandes enseignes, elles relèvent de la gageure pour les boutiques indépendantes. « Pour ma part, je maintiens pour l'instant

mes magasins fermés, explique Eric Mertz, le délégué général de la Fédération nationale de l'habillement. J'ai commandé des masques, des visières et du gel il y a quinze jours mais ma commande n'est pas encore arrivée. Je ne peux donc pas ouvrir. » Il peste aussi contre le gouvernement, qui a imposé à la dernière minute une quarantaine de 24 heures aux vêtements essayés en cabine, sauf à disposer d'un appareil qui permet de les désinfecter à la vapeur.

« Mauvais calcul »

« Beaucoup d'enseignes ouvriront progressivement, constate Yohann Petiot, le délégué général de l'Alliance du commerce. Compte tenu de la faiblesse de la demande et des contraintes de gardes d'enfants, 25 % à 30 % du personnel devrait rester en chômage partiel. » La plupart des enseignes tablent sur une baisse de trafic de l'ordre de 50 %. Est-il rentable d'ouvrir et de mobiliser du personnel pour n'accueillir qu'une poignée de clients ? « La question se pose », convient Yohann Petiot. D'autant plus que d'importants rabais devraient être consentis pour attirer les clients. Giff propose 50 % de réduction sur tous ses produits en magasins, à l'occasion de sa réouverture.

Mais au-delà de l'intérêt financier à court terme, « rester fermer est un mauvais calcul pour les commerçants », prévient Hervé Gilg, managing director chez Alvarez et Marsal. Le client qui passe cette semaine et trouve le magasin fermé risque fort de ne pas revenir... »

Au premier jour du déconfinement, un marquage au sol rappelle les mesures de distanciation sociale dans un centre commercial parisien.

FRANÇOIS MORI/AP



Les coiffeurs heureux de retrouver leurs ciseaux et leurs clients

COMME les 85 000 responsables d'établissements de coiffure de l'Hexagone, deuxième secteur de l'artisanat français après les maçons, Paola attendait la réouverture de son salon, avenue Félix Faure à Paris, depuis des semaines. Les clients aussi. Sur-

tout ceux qui avaient besoin d'une couleur ou qui s'étaient coupés les cheveux eux-mêmes. Enfin, la date fatidique est arrivée ce 11 mai. « D'habitude, le lundi est le jour de fermeture hebdomadaire avec le dimanche. Mais après huit semaines d'arrêt sans aucune rentrée d'argent, il était temps que l'activité reprenne », insiste la jeune patronne. D'autant que « moralement, c'est dur de rester chez soi quand on a l'habitude d'être active et en contact avec les gens », commente Béatrice, l'une des deux employées de la boutique.

Nouvelles normes

« Depuis jeudi, on travaille sur la remise en route du salon avec les nouvelles normes sanitaires », souligne Paola. On a mis en place un marquage au sol, avec des adhésifs rouge et blanc, que le client doit suivre. Fini le petit café offert.

À la place, c'est du gel hydroalcoolique pour les mains. Il prend un peignoir à usage unique, une serviette jetable et un masque si besoin, puis se rend au bac à shampooing ou sur un siège désinfecté après chaque passage pour être coiffé. »

Autant de fournitures qui ont un coût. « Cela m'a obligé à investir 30 % de mon chiffre d'affaires mensuel, précise Paola. On est obligé d'imputer une participation aux clients : 3 euros pour les hommes, 5 euros pour les femmes. D'autant que les aides du gouvernement – moins de 2500 euros pour l'instant – ne m'ont pas permis de couvrir un mois de loyer. »

Pour éviter au maximum que les clients ne se croisent, le salon ne travaille plus que sur rendez-vous. C'est le tour de Benoît, qui s'est improvisé coiffeur pendant le confinement et a besoin d'une coupe de rattrapage... ■ E.L.C.

Le port du masque est désormais obligatoire pour les employés des salons de coiffure comme pour leurs clients.

F. BOUCHON/LE FIGARO



Après huit semaines de fermeture, les boutiques ouvrent prudemment

ÉRIC DE LA CHESNAIS @plumedeschamps ET CLARA GALTIER @GaltierClara

CE 11 MAI, la rue du Commerce, dans le 15^e arrondissement de Paris, portait mal son nom. Non seulement c'est un lundi et beaucoup de magasins sont restés portes closes, y compris ceux fermés pendant huit semaines car ils n'étaient pas considérés absolument nécessaires, comme les photographes, agences immobilières ou magasins de vêtements. Mais en plus, ce temps automnal, qui correspond aux faux saints de glace sur le calendrier, n'incite vraiment pas à faire du shopping. Toutefois, les commerçants présents sont à pied d'œuvre. « Je viens de rouvrir ce matin, je nettoie le magasin, on a mis du gel sur le comptoir, à disposition des clients. Ils ne doivent pas être trop nombreux en même temps dans la boutique, commente Clémentine, de l'enseigne de prêt-à-porter Harris Wilson. Après chaque essuyage, je passerai les habits au fer à vapeur haute pression. Pour l'instant, en ce fin de matinée, cela ne se bouscule

pas vraiment. » Même ambiance un peu plus haut, côté numéros impairs. « On espère que les gens vont revenir pour écouler les stocks de la saison printemps-été », commente Laura, de la boutique d'habillement féminin « made in France » Tricots Jean-Marc, dont les ateliers de confection sont à Clamart. On a fait aussi des masques en tissu originaux et réutilisables. » Un peu plus haut, dans le prolongement de la rue du Commerce, avenue Félix Faure, un attroupement de cinq jeunes hommes sur le trottoir attire l'œil. Ils attendent leur tour pour aller chez le coiffeur-barbier. « Barber Shop vient de rouvrir mais pour respecter les règles sanitaires, on doit attendre dehors, explique David, cuisinier au palace George-V. J'ai le temps, je suis au chômage partiel. »

Juste à côté, au numéro 39, le photographe Lab Service Photo vient lui aussi de reprendre son activité. « Le printemps était jusqu'ici propice aux photos de voyage, de réunions de famille ou de fêtes religieuses, explique Alain Constantini, bien content de revoir du passage. C'est un énorme manque à gagner. Heureusement, on a eu les aides et le prêt général de



Beaucoup de magasins de la rue du Commerce à Paris sont restés portes closes, lundi.

F. BOUCHON/LE FIGARO

l'État pour amoindrir le choc. Ce matin, j'ai eu trois clients pour des photos d'identité, cela redémarre très lentement. » Juste en face, l'agence immobilière Century 21 a ouvert ses portes. « C'est notre premier jour ! Nous étions tous en télétravail et avons pu traiter quelques affaires grâce au digital, les visites virtuelles et les signatures électroniques, assure Benjamin Combet responsable du site. On espère que les clients vont revenir sur place. » Au métro Boucicaut, quelques pas plus loin, le bar restaurant La Petite Rotonde est éclairé. Il propose des pizzas, des plats à emporter ou un petit café, histoire de se réchauffer. « Cela maintient un courant d'affaires avec notre clientèle habituelle qui est contente de trouver des plats préparés, sans avoir besoin de cuisiner », souligne Sofiane, de loin, derrière son bar.

Au centre de Paris, de la place de la Madeleine aux Grands Boulevards, les artères commerciales reprennent un peu de couleurs, avec un trafic plus dense sur la chaussée, mais il manque toujours les touristes sur les trottoirs, éléments incontournables du paysage et de l'économie du quartier. Là aussi la couleur du ciel n'aide pas à la reprise du commerce. « On n'est pas gâté avec la météo... Forcément cela va jouer sur la clientèle », glisse Michel, le responsable d'une boutique de timbres nichée dans le célèbre passage des Panoramas. Encerclée de restaurants – toujours fermés – elle risque de pâtir de la faible fréquentation annoncée. De manière générale, « les gens vont mettre du temps à revenir, ça ne va pas se faire comme ça. Je ne vois pas de retour à la normale avant septembre », pré-

dit le président de l'Association des commerçants des Grands Boulevards, Aurèle Sarfati. Il tient une boutique de vêtements près du Grand Rex. « On ne travaillera pas s'il n'y a pas les pubs, les restaurants et les hôtels ouverts », explique-t-il tout en se disant « très heureux » de retourner au travail.

Longue file d'attente

Côté boulevard Haussmann, les mythiques Galeries Lafayette ainsi que le grand magasin Printemps n'ont pas rouvert ce lundi 11 mai. Idem pour les grandes enseignes populaires H&M ou encore Mango et C&A. À 11 heures, la célèbre enseigne japonaise Uniqlo s'apprête à accueillir ses premiers clients après deux mois de fermeture. Et ils sont au rendez-vous : en atteste une queue qui s'est formée devant le magasin. « Le shopping, c'est comme le vélo, ça ne s'oublie pas », sourit une jeune fille en grelottant. Idem de l'autre côté de la rue, sur le boulevard Haussmann, où une longue file d'attente s'est formée devant un magasin Zara. À l'ouverture des portes, soulagement général pour ces clients qui vont pouvoir enfin faire des emplettes en magasin, en respectant le port du masque obligatoire.

Reste que certains commerçants, pour faire revenir les clients, ont profité du confinement et de l'envie de verdure qui s'est ensuivie pour changer le concept de leur magasin. « Je vais réaménager ma boutique et donner des cours à mes clients en manque de terre et de fleurs sur leurs balcons », résume Pascaline Mahé, fleuriste au jardin du Luxembourg, rue Gay-Lussac. ■

Les informés de franceinfo de Jean-François Achilli du lundi au vendredi de 20h à 21h

franceinfo: radio, web, tv canal 27

chaque mardi avec LE FIGARO



Le traçage des contacts par les médecins est retardé

VINCENT BORDENAVE @bordenavev

LE PILIER de la stratégie de déconfinement va prendre un peu de retard. Le dispositif de suivi des personnes qui ont été en contact avec un malade du Covid-19 devait démarrer ce lundi, mais il a été repoussé d'au moins 48 heures... Le Conseil constitutionnel ayant pris du temps pour rendre son avis sur la loi d'urgence sanitaire.

Du côté de l'Assurance-maladie on se veut rassurant et on promet que tout sera bien prêt dès que le feu vert sera donné pour une application « sans doute mercredi matin ». Le point de blocage étant le besoin de constituer un fichier recensant des malades et leurs contacts, une entorse au secret médical. Un retard qui du point de vue des praticiens ne devrait pas être trop gênant. « Nous avons très peu de patients Covid-19 ces derniers jours, explique le docteur Guillaume Kieffer-Desgrappes, présidente de URPS des médecins libéraux du Grand Est. L'épidémie a vraiment ralenti, la dynamique ne peut pas s'inverser en si peu de temps. »

Concrètement les médecins traitants ont pour consigne de signaler chaque cas de Covid-19 sur leur espace professionnel du site internet de l'Assurance-maladie. Si le Covid-19 n'est pas une maladie à déclaration obligatoire, « il en a le goût, la couleur et l'odeur » a expliqué Olivier Véran, ministre de la Santé, ce matin au micro de RMC. Mais le dispositif mis en place reste spécifique. Ce qui pour certains généralistes n'est pas sans poser de problème. « Il eût été plus sain d'inscrire le Covid-19 sur cette liste, juge le docteur Alex Maire, généraliste dans le 18^e arrondissement de Paris, qui refusera d'utiliser ladite plateforme. Le dispositif de remontée anonyme des informations aurait été suffisant pour suivre la progression de l'épidémie, sans remettre en cause le secret médical. » « La question fait débat dans la profession, mais je pense qu'il est plus efficace de partir du médecin traitant pour démarrer l'enquête, explique le docteur Kieffer-Desgrappes. La médecine de ville est le niveau le plus efficace pour agir rapidement. »

Le médecin devra ensuite recenser avec le patient l'ensemble des

personnes avec qui il a été en contact et « évaluer avec lui si la nature du contact est telle que l'on peut considérer que la personne contact est susceptible d'avoir contracté le virus », précise la Cnam. Ils recevront pour cela un forfait de 55 euros par patient, pour la consultation et la saisie informatique des coordonnées des membres du même foyer. Pour les encourager à enquêter au-delà du cercle

en les appelant dans les 24 heures afin de les inviter à se faire tester. Ils devront ensuite vérifier que ces tests ont bien eu lieu. Jusqu'à 6500 collaborateurs pourront être mobilisés dans la semaine, « si la situation épidémiologique devait l'exiger. »

« La plateforme ne fonctionne pas encore mais il y a beaucoup d'interrogations sur son application »

CHLOÉ DELACOUR, MÉDECIN GÉNÉRALISTE

familial, deux euros seront versés pour chaque contact supplémentaire identifié, voire quatre quand les coordonnées permettant de les joindre seront renseignées.

Une fois ce travail réalisé, le généraliste passera le relais à l'Assurance-maladie. Les « brigades » de traçage auront la responsabilité de remonter la liste des cas contacts,

« La plateforme ne fonctionne pas encore mais il y a beaucoup d'interrogations sur son application concrète, juge la D^r Chloé Delacour, généraliste à Strasbourg. Ce n'est pas notre métier de mener des enquêtes. Pourra-t-on remplir le formulaire avant d'avoir eu la confirmation par PCR, ou doit-on reprendre un autre rendez-vous ? Et puis on se demande surtout à quoi sert ce recensement si on n'a pas les moyens de leur faire faire un test... Ce qui est une vraie inquiétude pour nous. » Un doute partagé au-delà de Strasbourg. « Il y a une inquiétude sur l'approvisionnement en écouvillons, explique le docteur Kieffer-Desgrappes. Les laboratoires d'hôpitaux devraient en avoir assez, mais pour les laboratoires de ville nous avons une visibilité qui ne nous amène pas plus loin que les 8 prochains jours. » ■

À Paris, bataille politique autour de masques innovants

STÉPHANE KOVACS @KovacsSt

AFIN de sensibiliser le public, des statues de la place du Trocadéro avaient été, il y a quelques jours, affublées de masques jetables. Mais pour les Parisiens, le processus s'avère un peu plus compliqué. Selon plusieurs élus d'opposition, les 500000 masques à usage unique mis à disposition des personnes âgées par la mairie de Paris ne font pas l'affaire. « La Mairie de Paris a totalement failli dans la protection des siens », dénonce la présidente du groupe LRI (Les Républicains et indépendants) du Conseil de Paris, Marie-Claire Carrère-Gee. Tandis

que le maire du 17^e, Geoffroy Boulard, s'offusque : l'Hôtel de ville ayant « privilégié le coût à la qualité », « une nouvelle fois, les Parisiens vont payer les conséquences de la mairie centrale ».

Ces lots de masques, qui se présentent « sous forme de rouleau, comme du Sopalin, avec de longues ficelles comme des tagliatelles », décrit Marie-Claire Carrère-Gee, ont été livrés vendredi soir dans les mairies d'arrondissement, « à destination des personnes âgées », « Tout faux », s'exclame l'élu du 14^e arrondissement. « D'abord la protection : elle n'est pas suffisante pour les personnes les plus vulnérables. Ensuite, pour des personnes âgées, ils sont strictement

500 000 masques à usage unique ont été mis à la disposition des personnes âgées par la Mairie de Paris

impossibles à mettre : comment voulez-vous qu'elles arrivent à se faire trois nœuds derrière la tête ? Enfin, ils sont à usage unique : donc la personne âgée arrive à la mairie, on lui noue les lanières tant bien que mal, et puis elle rentre chez elle et jette son masque ? Carême à quoi ? »

« Trompé de public »

Chez AppCell, l'entreprise angevine qui a fabriqué ces masques, on regrette d'être « la victime collatérale d'une bataille politique », alors que « la seule chose qu'on a faite, c'est de livrer un produit efficace en temps et en heure ». « L'émotion suscitée par la distribution de ces masques à des personnes fragiles est légitime, reconnaît

Matthieu Billiard, cofondateur d'AppCell. Nos masques ne sont pas à destination des personnes âgées : on a refusé d'en produire pour des Ehpad, par exemple... Par ailleurs, le principe d'une innovation, c'est que cela surprend ! Certes, cela se déroule comme du Sopalin, mais nous utilisons des matériaux filtrants très rares, pas un papier mais un non-tissé technique, qui assure à la fois la filtration nécessaire, la solidité et une respirabilité importante, pour le confort. »

À l'Hôtel de ville, on admet « s'être trompé de public ». « Ces masques sont conformes aux normes en vigueur et ont été testés par la Direction générale de l'armement, souligne la Ville de Paris. Leur quali-

té ne peut être remise en cause mais il y a effectivement trois nœuds à faire et ce modèle peut apparaître compliqué à utiliser pour des personnes âgées. Nous avons décidé de les garder pour d'autres besoins. » Aux mairies d'arrondissement auxquelles AppCell a proposé de les reprendre, l'entreprise s'est d'ailleurs vu répondre que ces produits allaient être « distribués ailleurs, par exemple à l'entrée d'une pharmacie ou d'un lieu public ». Quant à la Mairie de Paris, elle précise que ces masques à usage unique « n'ont rien à voir avec les 2,2 millions de masques en tissu réutilisables » qui seront disponibles « dès cette semaine », dans 906 pharmacies parisiennes. ■

NOUVEAU

LE FIGARO HISTOIRE

AVRIL / MAI 2020

1940
LA PLUS GRANDE
DÉFAITE
DE L'HISTOIRE DE FRANCE

Les clés du désastre

De la drôle de guerre à la chute de Sedan, 22 mai 1940, un tournant décisif de la Seconde Guerre mondiale.

1940 : la plus grande défaite de l'histoire de France

En 1940, l'historien Marc Bloch analysait à chaud la bataille de France comme une « étrange défaite ». Comment notre pays avait-il subi une si rapide, si totale débâcle en un mois seulement face aux armées de Hitler ? Traités de paix bâclés, politique erratique, armée mal préparée : aidé des meilleurs spécialistes d'histoire militaire, *Le Figaro Histoire* retrace la course à l'abîme et décrypte les causes d'un désastre annoncé. Un grand dossier pour tout comprendre d'un événement central du XX^e siècle.

Au cœur de l'actualité, *Le Figaro Histoire* éclaire la crise du coronavirus par le récit des grandes pandémies qui ont traversé les siècles, de la peste au choléra et à la grippe espagnole, et vous dévoile les spectaculaires Diamants de la Couronne qui ont repris leur place au Louvre dans une galerie d'Apollon restaurée. Côté reportage, il vous emmène sur les traces de Beethoven à Vienne, à l'occasion des 250 ans de sa naissance, et vous fait découvrir les spectaculaires trompe-l'œil urbains inspirés de l'art classique qui ornent les rues de Versailles.

8€
90

En vente actuellement chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr/histoire

6€
99

Retrouvez *Le Figaro Histoire* sur Twitter et Facebook

Le Figaro Histoire, 132 pages.

Le Figaro Histoire, tout reste à découvrir

Scanners thoraciques : une base de données pour contribuer à la recherche

Plus rapide et plus fiable que les tests, cet examen s'est imposé comme un outil précieux de diagnostic et de suivi.

KEREN LENTSCHNER @Klentschner

L'ANALYSE des scanners thoraciques devrait apporter une aide précieuse à la prise en charge des patients atteints de Covid-19. C'est l'ambition d'une base de données rassemblant les images anonymisées de plus de 1 200 patients, suspects ou atteints de Covid, qui a été créée il y a un mois. Ce projet, baptisé « Fidac », a été monté à l'initiative de la Société française de radiologie (SFR). Le recueil des données se poursuivra jusqu'au mois d'août. « À partir d'un grand nombre d'images, notre ambition est de développer un algorithme de diagnostic et d'aide au pronostic basé sur de l'intelligence artificielle », explique Jean-François Meder, directeur de la SFR.

La participation des radiologues est volontaire. Ils peuvent transmettre quelques dossiers ou l'ensemble de leurs cas, et se retirer à tout moment du projet. « Ce mode de fonctionnement est nouveau en France mais est relativement familier dans d'autres pays dans lesquels des biobanques sont mises à disposition de la communauté nationale ou internationale à des fins de recherche », explique la SFR.

La collecte des données a été confiée à la société NEHS Digital.

Owkin, une start-up spécialisée dans l'intelligence artificielle appliquée à la santé, participera au projet en apportant sa force de frappe en matière de calculs. Le public et le privé sont encouragés à collaborer. Des liens devraient ainsi être noués avec le Health Data Hub, la base de données de santé nationale créée l'an passé par les pouvoirs publics.

En parallèle, l'institut Gustave-Roussy et l'hôpital du Kremlin-Bicêtre mènent un protocole de recherche combinant données cliniques et biologiques, également basé sur l'IA, afin de mieux cerner

les facteurs d'aggravation. « Cela permettra de savoir quels patients garder sous surveillance », précise Corinne Balleyguier, chef du service de radiologie à Gustave-Roussy.

Cent patients par jour

Depuis la fin mars, l'utilisation du scanner thoracique comme outil de diagnostic et de suivi du Covid-19 est montée en flèche dans les hôpitaux, en complément des tests PCR. « Face à l'afflux de patients aux urgences, il a permis de gagner du temps, notamment par rapport aux tests PCR (4 à 5 heures de délai), ex-

plique le Pr Balleyguier. Il est également plus fiable (à 90 %) que les PCR. Il a permis enfin de mettre en évidence des spécificités propres aux patients atteints de Covid. » Comme un voile peu opaque qui se dépose notamment sur les bords et les parties inférieures du poumon. Ou des taches éparées. Mais si l'acquisition des images (1 000 en trois secondes) est rapide, de même que l'analyse du médecin, en quinze minutes environ, il faut ajouter une dizaine de minutes de nettoyage après chaque patient pour éviter les risques de contagion.

Or au pic de l'épidémie, jusqu'à 100 patients par jour ont défilé dans les services de radiologie des hôpitaux parisiens pour un scanner thoracique, près du double du rythme habituel. Par crainte du Covid, les sociétés savantes recommandent depuis un mois de procéder à un cliché avant de donner le feu vert à des interventions chirurgicales lourdes. Ce qui a également alourdi la charge des services. « Nous avons dû doubler les astreintes la nuit et le week-end », confie le Pr Balleyguier.

Solutions ingénieuses

Au point qu'il a fallu inventer des solutions ingénieuses. Mi-avril, lorsque l'hôpital Henri-Mondor (Créteil) a ouvert une nouvelle structure de 86 lits dédiée aux patients en soins intensifs atteints du coronavirus, GE Healthcare a installé un appareil au cœur d'un... conteneur. Une solution prête-à-l'emploi conçue en moins de quinze jours, adossée au bâtiment de « réa ». Près de vingt structures similaires ont été mises en place en Grande-Bretagne. Canon Medical Systems, de son côté, a dû installer une hotline accessible 24 heures/24. « Il fallait pouvoir dépanner à tout moment les hôpitaux débordés », précise François Vorme, le président de la filiale française.

La demande en scanners thoraciques ne devrait pas se tarir. Bien au contraire. Avec le déconfinement et le retour des patients dans les cabinets de radiologie, la profession se prépare à un afflux dans les prochains jours. Les industriels sont dans les starting-blocks. « Depuis près de trois semaines, on sent un regain d'intérêt des hôpitaux et cliniques pour les scanners, indique Christophe Lala, PDG de la filiale française de GE Healthcare. Ils craignent une saturation des installations existantes entre le retour des patients n'ayant pas consulté pendant deux mois et les patients suspects de Covid qu'il faudra continuer à tester. Ils veulent aussi se préparer à une éventuelle deuxième vague. » La profession table sur 500 000 à un million d'actes supplémentaires au cours des prochaines semaines. « Nous estimons le besoin à 50 machines supplémentaires », ajoute Christophe Lala.

Tous les établissements ne pourront s'offrir un scanner. Un appareil coûte entre 300 000 et un million d'euros. La location, d'une durée de 12 à 24 mois, est le plus souvent envisagée. Deux hôpitaux sont déjà passés à l'acte. Parmi les clients potentiels de GE, l'hôpital d'une ville de bord de mer qui prévoit un regain de fréquentation cet été, avec le retour des touristes. ■

L'intelligence artificielle en soutien aux radiologues ?

Le suivi des malades du Covid-19 à l'hôpital peut-être amélioré par le recours à l'intelligence artificielle, pour aider à analyser les résultats des scanners pulmonaires ? C'est le pari relevé par des médecins de l'hôpital Foch à Suresnes, en région parisienne, avec l'industriel Siemens Healthineers, et d'autres hôpitaux en Suisse, aux États-Unis et au Canada.

L'intérêt du scanner pour repérer les lésions pulmonaires du coronavirus ne fait plus aucun doute, mais le suivi jour après jour de l'évolution de l'état du patient, en positif ou en négatif, est en revanche moins facile à quantifier. « Une évaluation, même effectuée par des radiologues expérimentés, souffre de variabilité pouvant pénaliser la qualité des suivis »

dans le temps, résume le Pr Philippe Grenier, radiologue thoracique à l'hôpital Foch et initiateur du partenariat lancé avec le groupe d'imagerie médicale. D'où l'idée d'analyser les images avec un algorithme de « deep learning », une des branches de l'intelligence artificielle. Et au bout de quelques semaines d'apprentissage, grâce à l'analyse des scanners de

150 malades du Covid-19 hospitalisés à Foch, ainsi que d'autres patients à l'étranger, le système a permis de quantifier, par une analyse des poumons en trois dimensions, la gravité des symptômes. L'expérience se poursuit dans le cadre des recherches, mais Siemens Healthineers n'a pas précisé si le système d'analyse allait être commercialisé. C. V.



Une radiologue analyse un scanner thoracique au centre hospitalier d'Angoulême. BURGER/PHANIE

L'idée de recycler des masques sanitaires finalement laissée de côté

ANNE-LAURE FRÉMONT @alauraefremont

EN MARS dernier, alors que l'épidémie de Covid-19 frappait la France de plein fouet et que la pénurie de masques sanitaires inquiétait les soignants, un consortium de scientifiques, médecins et industriels s'est lancé dans la recherche de solutions. L'objectif : trouver les techniques les plus fiables pour recycler ces protections. Mais dans un avis rendu récemment, le Haut Conseil de la santé publique (HCSP) recommande finalement « de ne pas entreprendre des démarches de recyclages des masques pendant cette pandémie dans le secteur sanitaire et médico-social, du fait de la diminution de la tension en approvisionnement et de l'absence de procédé complet de stérilisation validé à ce jour ».

« Le Haut Conseil fonde ses avis sur la science, explique Didier Lepelletier, coprésident du groupe de travail Covid-19 du HCSP. Or il

n'existe aujourd'hui aucune étude validant un tel procédé. » En milieu hospitalier, les masques sanitaires doivent être jetés après quelques heures d'utilisation. Un recyclage des masques chirurgicaux, qui valent généralement quelques centimes d'euros, serait trop coûteux - de l'ordre de 5 à 25 euros pour un masque -, estiment ceux qui s'y opposent. Quant aux FFP2, « ils ne supportent pas le lavage qui leur fait perdre leurs propriétés électrostatiques, donc leur performance. Or on ne stérilise que ce qui est propre », note le Pr Lepelletier, qui a rédigé l'avis du HCSP sur la question. « Donc pour la Société française d'hygiène hospitalière, il n'en est tout simplement pas question. »

Selon lui, le risque de pénurie est écarté et « si nous devons faire face à une autre pandémie, nous aurons retenu la leçon et constitué des stocks ». Il met aussi en avant le risque de contamination dans une filière de collecte qu'il faut éviter de toutes pièces, et rappel-

5 à 25 euros
Prix estimé du recyclage d'un masque chirurgical

le que les rares agences qui ont fait un pas en faveur du recyclage (comme l'Agence américaine de l'alimentation et du médicament, la FDA) estiment qu'il faudrait que le masque stérilisé revienne au même porteur. Comment mettre en place cette traçabilité ? « Il faudrait aussi trier les masques car certains sont abîmés après usage : imaginez le risque que va vendre la personne qui va faire ça ! »

Dès le mois de mars pourtant, la FDA a donné son feu vert à l'utilisation d'un système de décontamination utilisant de la vapeur concentrée de peroxyde d'hydrogène, en précisant qu'aucune publication scientifique ne valide cette technique à ce jour. « L'agence américaine a donné un accord de faisabilité sous certaines conditions et dans l'urgence face à une réelle pénurie. C'était une décision politique. Ils ont dépassé une réglementation plus facilement que nous », admet le professeur Lepelletier, qui précise que si une technique de recyclage était mise en

avant au niveau européen, elle devrait recevoir l'aval d'une agence nationale, avec les risques connus : « On en est loin. »

« Tout près du but »

Il reconnaît que le HCSP, saisi par la Direction générale de la santé, a dû faire un arbitrage entre l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), réticente à l'idée de donner aux soignants des masques déjà portés, et l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), qui soutient les travaux du consortium emmené par le CHU de Grenoble dont les résultats pourraient servir dans d'autres secteurs moins exposés, comme l'agroalimentaire. Le Haut Conseil rappelle que sa position est amenée à évoluer « en fonction de l'actualisation des connaissances ». Il encourage d'ailleurs les chercheurs à poursuivre leurs travaux. Et ceux-ci sont « tout près du but », assure le professeur Philip-

pe Cinquin, qui a fédéré les équipes du consortium : « Nous avons des méthodes de recyclage dont nous pensons avoir démontré qu'elles sont microbiologiquement sûres et qu'elles conservent la compatibilité des masques avec les normes en vigueur. Il nous reste à réaliser les essais "en conditions réelles" recommandés par le HCSP, et nous y travaillons activement. » Le professeur de l'Université Grenoble-Alpes ajoute « compter sur l'acte active de l'ANSM pour finaliser les dossiers d'autorisation de ces essais ».

En attendant, le HCSP recense les alternatives au recyclage : porter le masque plus longtemps ou en confectionner en « SMS », un matériau employé pour l'emballage et le maintien de la stérilité des instruments chirurgicaux. Il évoque aussi la possibilité de se servir de masques de protection respiratoire employés dans le secteur industriel, qui peuvent être démontés, désinfectés et réutilisés. ■

La densité a accentué la mortalité

Du 2 mars au 19 avril, la France a compté 26% de décès de plus que les cinq années précédentes.

AGNÈS LECLAIR  @AgnèsLeclair

MESURER LA SURMORTALITÉ liée à la pandémie du Covid-19 sans recul n'est pas un exercice aisé. À tel point que sur les réseaux sociaux, des publications qui assimilent la mortalité du Covid-19 à celle d'une « grosse grippe » remportent un certain succès.

Lundi, une étude de l'Insee a fait le point sur les décès supplémentaires en France entre le début du mois de mars et le 19 avril 2020. Pour ce, elle s'est fondée sur une comparaison avec le nombre de morts sur la même période entre 2015 et 2019. Cette étude chiffre à 22140 le nombre de décès supplémentaires durant ces sept semaines du prin-

temps 2020, soit 26% de plus que les cinq années précédentes, toutes causes confondues. En effet, l'Insee n'est pas informée des causes de décès mais seulement de leur nombre et ne peut donc pas les relier de manière certaine au Covid-19.

Sans surprise, les régions Île-de-France et Grand Est sont plus touchées par cet excédent de mortalité. Mais cette étude permet surtout de voir avec plus de précision le surcroît de décès en fonction de la taille des communes. Dans villes les plus denses, la surmortalité atteint ainsi 49%, contre 26% pour l'ensemble de la France. « La hausse des décès est plus forte dans les territoires densément peuplés bien que la population y soit en moyenne plus jeune », résume l'Insee. À l'inverse, dans les ter-

ritoires moins denses, « les décès en 2020 sont plutôt stables par rapport aux années précédentes ». Pourtant, ces communes moins peuplées abritent une population « en moyenne plus âgée, et donc plus fragile face au Covid-19 ». « Les interactions entre individus sont moins fréquentes et donc le risque de contamination plus faible », avance l'étude comme principale explication à ce phénomène.

Inégalités socio-démographiques

Les grandes agglomérations, même proches, n'ont cependant pas toutes été touchées avec la même force par cette vague de décès. Ainsi, elle a été presque deux fois plus nombreuse durant cette période à Saint-Denis

qu'à Paris, deux villes où le virus a été très présent. Saint-Denis, avec Mulhouse, affiche d'ailleurs le plus fort excédent de décès sur cette période (respectivement +172% et +165%). Viennent ensuite Strasbourg (-111%), Argenteuil (+109%) puis Paris (+98%) et Montreuil (+90%).

« Cette comparaison des chiffres entre Saint-Denis, une des communes les plus jeunes de France, et Paris, permet aussi de mesurer des inégalités socio-démographiques entre communes. On peut imaginer que la mortalité a été plus forte à Saint-Denis en raison du moins bon état de santé de la population dans les communes populaires, qui abritent plus d'anciens ouvriers à la retraite et de personnes en surpoids. Les règles du

confinement y ont peut-être aussi été respectées de manière moins stricte », décrypte le géographe Laurent Chalard, membre du think-tank European Centre for International Affairs. À l'autre extrémité, des villes comme Clermont-Ferrand, Brest ou Caen n'ont pas connu d'excédent de mortalité, pointe enfin l'étude.

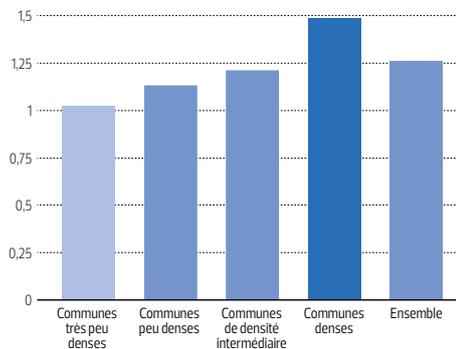
Si cette analyse permet de donner un premier aperçu démographique et géographique de la surmortalité durant quelques semaines de pic de l'épidémie de Covid-19, elle ne s'apparente en aucun cas à un bilan. « Il faudra attendre la fin de l'année, prévient Laurent Chalard, car les six prochains mois pourraient aussi bien être marqués par une seconde vague de décès que par une sous-mortalité ». ■

Cérémonie funéraire dans l'église Saint-Médard, à Paris, le 27 avril. Ne sont présents que le prêtre et les employés des pompes funèbres.

MEHDI CHEBIL/HANS LUCAS

Les communes denses davantage touchées

Ratio entre le nombre de décès sur la période du 2 mars au 19 avril 2020 et le nombre de décès moyen sur la même période



Lecture : du 2 mars au 19 avril 2020, dans les communes denses, les décès ont été 1,49 fois plus nombreux par rapport à la période de comparaison. Champ : France, décès répertoriés à la commune de résidence. Source : Insee, statistiques de l'état civil, fichier du 5 mai 2020. Infographies LE FIGARO



Deuil en temps de Covid : la double peine pour les familles

AGNÈS LECLAIR  @AgnèsLeclair

PAS DE DERNIER moment partagé, pas de cérémonie avec la famille. Pas de corps pour faire ses adieux non plus. Juste l'annonce de la mort comme « un énorme choc », une sidération impossible à dissiper. Au pic de l'épidémie du Covid-19, Suzanne* a perdu son frère, âgé d'une quarantaine d'années, de manière brutale. Atteint d'un cancer, il est mort à l'hôpital. Suzanne et ses parents, installés à l'autre bout de la France, n'ont pas pu le voir avant son décès ni assister à la cérémonie de crémation. « Quand je pense que je ne le verrai plus jamais, je me dis que c'est impossible. Je soutiens beaucoup mes parents par téléphone mais avec le confinement, c'est compliqué... », déplore-t-elle. Dès que possible, ils iront ensemble récupérer l'urne funéraire. Mais leur douleur est encore trop vive pour prévoir une cérémonie d'hommage dans les mois à venir. Comme si leur deuil était en suspens.

Un deuil tronqué, voire « volé », c'est le sentiment que partagent les nombreux Français qui ont perdu un proche durant cette période de crise où les derniers hommages aux défunts ont été bousculés par les règles sanitaires très strictes. « Certains ont vu leur proche embarqué par une ambulance et ne l'ont plus jamais revu. D'autres se sont vu imposer des crémations avec un accès interdit au crématorium par certaines entreprises de pompes funèbres. Il a fallu bricoler des cérémonies de manière presque clandestine. Nous avons assisté à un véritable chamboulement des pratiques et des rituels », relève le sociologue Tanguy Châtel, spécialiste des questions de fin de vie et du funéraire. Pourtant, l'accompagnement des proches en fin de vie, l'adieu au corps du défunt, l'organisation d'obsèques dignes constituent des étapes très importantes du deuil. Quand elles sont malmenées, le processus devient plus difficile. » Marina, elle, souffre avant tout

de ne pas pouvoir être aux côtés de sa sœur qui vit à Londres et vient de perdre son fils, un jeune homme âgé de 25 ans. Les appels sur Skype sont la seule manière de partager sa tristesse, d'exprimer sa compassion. « Que puis-je faire ? Regarder ma sœur pleurer sur un écran d'ordinateur ? Je me sens impuissante. Je ne peux pas la serrer dans mes bras pour qu'elle sente mon amour, mon souffle, le souffle de la vie qui continue », regrette cette Parisienne.

Hommage à distance

Vivre son deuil en période de confinement, dans une période où l'on se sent déjà isolé, « c'est la double peine », reconnaît Marie Tourmignand, déléguée générale d'Empreintes, une association spécialisée dans le deuil. Selon le livre blanc de l'association, diffusé en février dernier, environ 20% des deuils se compliquent ou se prolongent et 5% deviennent pathologiques avec des répercussions sur la santé physique et psychique. « Le plus difficile actuellement, c'est le manque de lien social, de manifestation de solidarité. Face au deuil, on manque de mots et c'est souvent par le geste, la chaleur d'une accolade, d'un regard, que l'on peut marquer son soutien. » Ces dernières semaines des appels - parfois « très chargés », se sont multipliés sur la ligne d'écoute de l'association. Malgré ces demandes d'aide plus nombreuses, Marie Tourmignand appelle à ne pas enfermer les endeuillés du Covid-19 dans une case « deuil impossible » : « Le risque, c'est aussi de surdramatiser les circonstances du décès à cause du Covid-19. Ces circonstances ne déterminent pas à elles seules la nature du deuil. Bien d'autres facteurs rentrent en jeu, comme la nature du lien avec le défunt, la trajectoire de vie de chacun, ses forces et ses fragilités, sa capacité à s'adapter... » L'adaptation, c'est aussi ce qui a marqué cette période de perte, avec une percée du numérique dans l'univers feutré du funéraire. De nombreuses initiatives ont vu le jour pour permettre de ren-

dre un dernier hommage à distance et remédier au manque de liens. Créée il y a près d'un an dans la foulée du lumineux documentaire *Et je choisis de vivre*, la plateforme numérique Mieux traverser le deuil a notamment proposé gratuitement un service de retransmission en direct des obsèques, à partir d'une simple connexion sur smartphone.

Béatrice, qui a perdu son oncle le mois dernier - un prêtre de 85 ans emporté par le Covid-19, très proches de ses neveux et ses nièces - s'est aussi appuyé sur le numérique pour permettre à toute la famille de se retrouver. « Nos parents, âgés de plus de 65 ans, ne sont pas venus à la messe d'enterrement. Nous ne voulions pas prendre le risque qu'ils soient contaminés », explique la jeune femme. Afin de ne pas les priver de ce dernier hommage, les plus jeunes se sont démenés pour accélérer l'apprentissage des nouvelles technologies des aînés. « Nous leur avons tous installé WhatsApp pour préparer la messe, partager des photos, travailler ensemble sur le livret. Ils ont également pu suivre la messe en direct sur l'application Zoom. Malgré les circonstances difficiles, cela nous a quand même permis d'avoir des beaux moments de partage », confie-t-elle. « Mais nous avons déjà prévu de refaire une messe en septembre avec toute la famille afin de pouvoir honorer correctement sa mémoire. Le deuil, ça ne se fait pas tout seul », complète-t-elle.

Mi-avril, la plateforme Mieux traverser le deuil a aussi lancé un service d'écoute pour entourer ceux qui ont été frappés par la perte d'un être cher. « On avait rarement autant parlé du deuil en France que pendant ces dernières semaines. Cela a libéré la parole, note Tanguy Châtel, associé à cette initiative. Les appels ne concernaient pas que des décès récents. Beaucoup de personnes ont évoqué des décès plus anciens auxquelles elles se sont remises à penser durant cette période. » ■
*Tous les prénoms ont été modifiés.

« Dans le combat pour la vie, on a oublié l'accompagnement de la mort »

DAMIEN LE GUAY est philosophe et président du Comité national d'éthique du funéraire. Il a écrit plusieurs essais sur la mort dont *Le Fin Mot de la vie* (Le Cerf, 2014).



On se donne les moyens de sauver des vies mais on ne se donne pas les moyens d'enterrer correctement les morts

DAMIEN LE GUAY

LE FIGARO. - En pleine crise du Covid-19, la mort est devenue un sujet omniprésent.

Est-ce la fin d'un tabou ? Damien LE GUAY. - Tous les jours, on nous donne un décompte mortuaire des nouvelles victimes du virus. Nous assistons au retour d'une mort arbitraire qui peut frapper à tout moment, plus proche de la grande faucheuse d'autrefois que de cette mort douce, maîtrisée par la médecine et aseptisée par la sédation à laquelle nous étions habitués. Mais si la mort est revenue dans l'actualité, les morts ont disparu. Ils ne sont évoqués que sous forme d'un décompte macabre, fait, chaque soir, à heure fixe, dans une liturgie présidée par le « grand prêtre » Jérôme Salomon, directeur général de la Santé. Hormis quelques célébrités, on ne connaît ni leur visage ni leur parcours. Ils sont comptés pour mieux disparaître dans l'anonymat des statistiques. Ce paradoxe est extrêmement anxiogène. Toute l'actualité tourne autour des morts sans nom du Covid-19, mais nous ne nous donnons pas les moyens de les accompagner, eux et leurs familles, dans un hommage national - comme on le fait pour les militaires morts au combat. Nous sommes donc passés d'une mort individuelle, circonscrite au cercle familial, à une mort collective mais sans discours ou cérémonie permettant aux Français d'entrer en deuil.

Peut-on pour autant parler de déni de la mort ?

Le premier déni de longue durée, c'est la « mort interdite », décrite par l'historien Philippe

Ariès. Le déni d'une société qui n'accepte pas le tragique et la finitude depuis les années 1950. La crise du coronavirus laisse entrevoir un autre déni : une mort réduite à la maladie, des morts réduits à un virus mortel. C'est comme si la mort était escamotée par l'épidémie. Comme si le drame d'une personne qui vient de mourir était occulté par les nécessités hygiénistes. Lutter contre un virus devient plus important que de s'arrêter pour accompagner une famille en deuil. On se donne les moyens de sauver des vies mais on ne se donne pas les moyens d'enterrer correctement les morts. Cette obsession du virus occulte les exigences anthropologiques de la mort, la nécessité de rendre hommage à la personne disparue, de se retrouver autour d'elle au travers de rites qui nous aident à surmonter l'insoutenable.

Est-ce une rupture anthropologique ?

Quand on est tombé au champ dans la « guerre » du Covid 19, on a le droit à peu de choses. Dans le combat pour la vie, on a oublié l'accompagnement de la mort. C'est une rupture anthropologique. Les pouvoirs publics ont oublié que le deuil n'est pas seulement une affaire privée mais une affaire publique. C'est aussi une question de santé publique. Un bon accompagnement du deuil permet d'éviter des dépressions, des envies suicidaires, la perte du goût pour le travail et les relations sociales... Le couac du gouvernement au moment de la proposition de loi sur le nombre de jours de « congés » accordés aux parents endeuillés avait d'ailleurs déjà montré qu'il n'avait pas pris la mesure de cette dimension du deuil. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR A. L.

Macron va célébrer l'esprit de résistance

Soucieux de réhabiliter la « bataille de France », le chef de l'État ira dimanche à Montcornet, théâtre d'un épisode de la Première Guerre mondiale.

ARTHUR BERDAH @arthurbedah
ET MARCELO WESFRED @mwsfred

JAMAIS un président de la V^e République ne s'était rendu sur place. Dimanche, Emmanuel Macron se déplacera dans l'Aisne, à Montcornet, théâtre d'une bataille de chars, menée le 17 mai 1940 par le colonel de Gaulle, face à des éléments de la 10^e panzerdivision. Un épisode méconnu mais fondateur de la geste gaullienne. Celle d'un militaire visionnaire, qui lance alors une contre-offensive en pleine déroute, avec 85 blindés dépourvus d'appui aérien. « Si je vis, je me battrais, où il faudra, tant qu'il faudra, jusqu'à ce que l'ennemi soit défait et lavée la tache nationale. Ce que j'ai pu faire par la suite c'est ce jour-là que je l'ai résolu », racontera le général de Gaulle dans ses *Mémoires de guerre*. Et de dénoncer la désertion du commandement, frappé par une « sorte d'inhibition morale (des chefs) qui les fait douter de tout et, en particulier, d'eux-mêmes ».

L'hommage prévu dimanche - qui constituera la première apparition du chef de l'État sur un autre thème que celui du coronavirus depuis deux mois - a été conçu de longue date par la Fondation de Gaulle et l'Élysée. Plusieurs conseillers ont été mobilisés, dont Bruno Roger-Petit, chargé des questions de mémoire au sein du cabinet, ainsi que l'amiral Rogel, chef d'état-major particulier du président, et Joseph Zimet, patron de la communication et ancien responsable de la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale.

Maintenue en dépit du contexte sanitaire, cette commémoration est lourde de sens pour Emmanuel Macron. Comme s'il voulait glorifier en filigrane la France qui fait face au danger et le souffle de la résistance.

Une façon aussi de préfigurer le projet de « concordé nationale » qu'il appelle de ses vœux à travers le concept de « France unie » dont il a quasiment fait un slogan ? « Le président partage cette révolte contre l'esprit de défaite, explique l'un de ses conseillers. L'armée française s'est battue. Ce sont les élites de la III^e République qui se sont effondrées. Il faut réhabiliter le regard sur la bataille de France. » Pour l'occasion, une poignée de grands élus ont été invités, à commencer par le président LR des Hauts-de-France Xavier Bertrand. Mais la cérémonie se déroulera pour le reste en petit comité afin de respecter les règles d'éloignement physique.

Dans cet exercice mémoriel inédit, Emmanuel Macron pourra aussi vanter d'autres notions chères au général de Gaulle, comme la souveraineté nationale, désormais érigée en valeur cardinale par le chef de l'État. « Emmanuel Macron est un jeune président, le premier à ne pas avoir fait son service militaire, il n'a pas de filiation politique non plus, d'où son envie de se situer dans l'histoire et de ne pas laisser filer l'Année de Gaulle », analyse Bernard Poingnant, ancien conseiller mémoire de François Hollande.

Après avoir déjà honoré le général de Gaulle en intégrant la croix de Lorraine au « faisceau du lecteur » - le logo de l'Élysée -, Emmanuel Macron aura de nombreuses autres occasions d'exprimer son « admiration » pour son illustre prédécesseur dans les prochains mois : les 50 ans de son décès, le 130^e anniversaire de sa naissance... Et surtout les 80 ans de l'appel du 18 Juin. À l'Élysée, on s'affaire à préparer la remise de la Légion d'honneur à la ville de Londres pour fêter la France libre. Une initiative loin d'être simple dans le contexte actuel. ■

Emmanuel Macron, qui a rendu hommage au général de Gaulle le 8 mai à Paris, a maintenu, en dépit du contexte sanitaire, la commémoration à Montcornet, épisode méconnu mais fondateur de la geste gaullienne.

J.-C. MARMARA/LE FIGARO



La droite attend les lumières de Castex sur le flou du déconfinement

EMMANUEL GALIERO @egaliero@lefigaro.fr

AU DEUXIÈME jour du déconfinement, la droite espère éclairer les zones floues de la stratégie gouvernementale. Pour y parvenir, les députés LR comptent sur l'audition du coordinateur national Jean Castex, prévue mardi à 17h30 dans le cadre de la mission d'information.

Transports, tests, protocoles sanitaires, écoles... Le président de groupe Damien Abad a préparé ce rendez-vous avec les troupes lundi. Les Républicains craignent une reprise « désordonnée à la carte » dont le risque serait de « fracturer » la société française. Le format imposé (trois questions de deux minutes) limite la récolte d'informations mais les questions des députés LR adressées à « M. déconfinement » visent un objectif. « Le coordinateur doit nous dire comment il envisage ce déconfinement alors que l'on entend des injonctions contradictoires et que de nombreuses questions restent posées comme celle du dépistage. Car la promesse de 500 000 tests par semaine nous semble impossible à tenir aujourd'hui... », juge Damien Abad. Pour lui, la précédente audition de Castex au Sénat, le 6 mai, a laissé des interrogations en suspens, notamment sur la réouverture des commerces et des espaces publics. « Quelles sont les perspectives pour les trois prochaines semaines ? », veut savoir le député de l'Ain.

Éric Woerth prendra le relais avec une double question. La première portera sur le fonctionnement des transports publics à l'heure du déconfinement. « Certaines images sont assez préoccupantes. On voit de nombreux incidents qui écrasent toutes les mesures sanitaires. » Le président de la commission des finances à l'Assemblée avoue son inquiétude parce qu'il voit les transports comme l'une des conditions « fonda-

mentales » du retour des Français au travail. Woerth souhaite également interpeller Jean Castex sur les mesures envisagées en cas de rebond de l'épidémie, à la lumière des craintes entendues dans certains landers en Allemagne.

Jean-Pierre Door se montre également préoccupé par cette question du rebond car celle-ci impliquerait alors un plan de reconfinement. Le parlementaire du Loiret veut savoir si le gouvernement dispose déjà d'une stratégie précise pour y faire face et comment il compte la mettre en place. « Après huit semaines de confinement, comment le pouvoir envisage-t-il cet éventuel reconfinement dans les zones les plus touchées comme les banlieues. Ne redoute-t-il pas une révolte sociale ? », s'interroge le député LR, ravi de pouvoir adresser cette question à un élu local comme Jean Castex, maire de Prades (Pyrénées-Orientales), qu'il juge « habilité à mettre les mains dans le cambouis » et connecté aux attentes de la population.

Relancer la machine économique

Si la droite apprécie l'expertise de Castex, elle veut néanmoins en savoir plus sur sa méthode de travail et la répartition des rôles au niveau des décisions. « Le problème n'est pas sa personne mais ses marges de manœuvre », estime Abad.

Après s'être opposée, en première lecture, au projet de loi d'urgence sanitaire, la droite prône un déconfinement « prudent » mais « territorialisé, clair, cohérent ». Elle estime que le pays doit cibler l'accélération de la reprise. « C'est bien parce qu'il manque toujours des tests dans certaines zones où le virus ne circule pas que nous n'arrivons pas à déconfiner. De même, pourquoi n'organise-t-on pas le dépistage dans les entreprises et dans les écoles en s'appuyant sur la médecine du travail et

les enseignants ? », propose le président du groupe LR. Le ministère du Travail a publié un protocole national destiné aux entreprises, sans valeur juridique contraignante, mais dans lequel l'interdiction des campagnes de dépistage est rappelée clairement.

Comme l'a souligné Christian Jacob lundi matin sur France Inter, Les Républicains jugent indispensable de relancer au plus tôt la machine économique pour « éviter le choc social ». Visiblement, les freins imposés par la pénurie de matériel n'ont pas disparu avec le déconfinement mais la droite espère que les dix prochains jours traceront les lignes d'une évolution vertueuse de cette crise sanitaire perçue comme un danger mortel pour l'économie française. Elle espère que les acteurs de cette reprise ne se sentiront pas figés par les « mementos » du gouvernement, des « monstres administratifs » à l'image des soixante pages envoyées aux maires. « L'intention est bonne mais attention car ceux qui mettent en œuvre les mesures de déconfinement sont des acteurs de l'intérêt général », prévient Éric Woerth. Et si certains pensent que le gouvernement joue une partie délicate en ce moment avec cette sortie complexe du confinement, le député de l'Oise préfère prendre un peu de hauteur. Au-delà des responsabilités politiques, il voit surtout l'ampleur d'un défi posé à tous les Français. « C'est la France qui joue gros car si le pays décroche économiquement, comme il pourrait le faire, la pente risque de devenir très compliquée. Nous risquerions d'en payer le prix durablement. On entend des chiffres colossaux circuler sur la dette, les déficits, la récession ou sur ces 450 000 chômeurs de plus qui se profilent au premier trimestre. Les gens commencent à s'habituer à ces chiffres colossaux mais attention, s'y habituer serait vraiment le début de la fin », s'alarme Éric Woerth. ■

Face au virus, les élus corses

ANTOINE GIANNINI

UN CHÔMAGE en augmentation, une population qui s'appauvrit, ne se soigne plus et une activité économique au point mort. Selon l'Insee, la Corse est un des territoires les plus impactés par le confinement, avec une chute de 35 % des activités économiques, en lien avec « le poids important dans la valeur ajoutée régionale des secteurs les plus touchés (commerce, transport, hébergement-restauration et BTP) ». Près de 66 % des entreprises privées ont eu recours au chômage partiel, soit 7 salariés sur 10. Un tableau noir qui inquiète les pouvoirs publics. Lors d'un point de presse, Franck Robine, le préfet de Corse, avait fait un constat alarmant : « Le confinement a un coût humain, social, sanitaire et économique qui est devenu insupportable. » Selon l'agence régionale de santé (ARS), « le virus ne circule quasiment plus dans l'île ». Le dernier point fait seulement état de quatre nouveaux cas positifs, pour un total de 67 morts depuis le début de l'épidémie. Mais avec 29 % de sa popula-

tion ayant plus de 60 ans et un système de santé fragile, matérialisé par un faible nombre de lits en réanimation, l'île craint une vague de contamination plus importante avec la sortie du confinement.

À la tête de la région, les nationalistes font valoir ces arguments depuis le début de la crise. Et veulent imposer leur propre stratégie, sur fond de critiques politiques du plan mis en place par le gouvernement : « Il appartient aux pouvoirs publics corses et aux syndicats et organisations insulaires, et à eux seuls, de définir la stratégie de levée du confinement », avance Jean-Guy Talamoni, président de l'Assemblée de Corse. Dans la ligne de mire de l'indépendantiste, la décision de réouverture des écoles. « La Corse est dans une situation géographique, sanitaire et démographique tout à fait spécifique. Aussi, il nous paraît évident qu'une décision prise à Paris n'a pas à être imposée à nos enseignants, aux parents et aux élèves », martèle celui qui se prononce « contre la réouverture des établissements scolaires avant septembre ». Même refrain du côté de l'autonomiste Gilles Simeoni, président de la Collectivité

Quelles sont les perspectives pour les trois prochaines semaines ?

DAMIEN ABAD, PRÉSIDENT DU GROUPE LES RÉPUBLICAINS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le parti Femu a Corsica demande que « toute personne non-résidente de l'île, entrant en Corse, justifie de la réalisation d'un test PCR négatif au Covid-19 de moins de sept jours précédant la date du voyage ».

MICHEL LUCCIONI/CRYSTAL PICTURES



ance gaulliste

pisode fondateur du destin du Général.



À Nice, des résidents tchétchènes font la chasse aux dealers

VINCENT-XAVIER MORVAN
A NICE (ALPES-MARITIMES)

« TU DIRA merci à tes amis les (tchétchène) salope » (sic). Devant l'inscription taguée sur une porte de garage, la « *dame au verbe haut* », comme elle souhaite être appelée, retient ses larmes. À côté git la carcasse calcinée d'un véhicule, souvenir de la nuit du 25 avril. « *Le soir, j'ai eu un pressentiment, je me suis dit : "Va bouger ta voiture !" Mais je me suis endormie. À 2 heures du matin, j'ai entendu des détonations, je me suis mise à la fenêtre et j'ai vu trois gamins qui couraient dans la rue. L'un a dit : "Oui, c'est la voiture bleue", et là j'ai compris qu'on l'avait incendiée* », raconte-t-elle, dépitée.

L'histoire se passe dans un quartier HLM de l'est de Nice. Elle met aux prises résidents tchétchènes résolus à en finir avec le trafic de drogue et dealers qui n'hésitent pas à jouer du cocktail Molotov pour protéger leurs affaires. Tout commence dans la soirée du 17 avril. Deux Tchétchènes, étrangers à la résidence des Chênes où les faits se déroulent, y essuient une rafale d'arme automatique. « *Ils s'en sont sortis par miracle et ont pu quitter l'hôpital 48 heures après* », raconte un policier, prudent quant aux raisons du différend.

Le parquet, lui, a ouvert une enquête. Pour certains résidents des Chênes, « *c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase* », raconte Noura Makaïeva. Cette réfugiée tchétchène cache ses yeux verts derrière des lunettes de soleil chics et, Ramadan oblige, sa chevelure sous un foulard de la même couleur. Présidente de l'association niçoise Caucasase-France, elle vient en aide à ses compatriotes, nombreux sur la

Côte d'Azur. Aux Chênes, une résidence de onze étages pour deux cents logements sociaux, demeurent plusieurs familles originaires de la poudrière russe.

M., qui préfère rester anonyme, reçoit le visiteur, après que ce dernier s'est déchaussé, dans son deux-pièces à la déco minimaliste. « *Nous avons délogé les trafiquants, expliqué aux clients que le réseau c'était fini et, depuis, nous organisons des rondes pour éviter qu'il ne reprenne* », affirme le sexagénaire, manutentionnaire à la retraite, dans sa langue natale.

Depuis dix mois, la résidence était devenue un haut lieu du trafic. « *Ils avaient carrément privaté un des sous-sols de l'immeuble !* », s'étrangle A., jeune chauffeur de VTC venu témoigner, avec une demi-douzaine de ses compatriotes, pour *Le Figaro*. Les dealers avaient ainsi ouvert des brèches dans les murs pour ménager une sortie par l'arrière lors des opérations de police.

« Ils avaient carrément privaté un des sous-sols de l'immeuble ! »

A., JEUNE CHAUFFEUR DE VTC

Selon les estimations des résidents, entre 500 et 600 clients, confinement ou non, venaient chaque jour se ravitailler aux Chênes. « *Une fois, j'ai même vu un chauffeur s'arrêter avec son bus. Je lui dis : "Monsieur, vous êtes en panne ?" Il me dit oui, j'ai attendu, il est revenu, il était allé chercher sa drogue. J'ai dit : "Ben monsieur, celle-là, de panne, c'est vous qui étiez en panne, c'est pas le bus, hein !"* », raconte, avec des accents pagnolesques, la malheureuse locataire de l'immeuble

d'en face qui, pour avoir pris fait et cause pour les Tchétchènes, a vu son véhicule partir en fumée.

L., qui se présente comme entrepreneur, explique dans un français impeccable qu'il ne s'agit en aucun cas d'un conflit « communautaire ». « *Ce n'est pas un problème de personnes, c'est juste un hasard si ce sont des Tchétchènes qui se sont fait fusiller. Le problème, c'est la fusillade elle-même. Cette fois, c'est allé trop loin* », dit-il.

Se sentant abandonnée à son sort, cette communautariste a décidé de porter au grand jour son action. Aidés par une compatriote parisienne qui leur a ouvert son carnet d'adresses, ses représentants ont contacté la presse, écrit au ministre de l'Intérieur et au président de la République, et fait circuler dans la résidence une pétition qui a recueilli plus d'une centaine de signatures. « *J'ai discuté avec une voisine et je me suis aperçu qu'elle n'avait pas compris pourquoi on faisait ça. Elle pensait qu'on voulait récupérer le réseau et imposer notre loi, mais on veut juste vivre tranquille* », certifie A., étudiant à la barbe taillée.

Pas sûr toutefois que les dealers laissent longtemps la résidence en paix. Les trafiquants exercent une pression maximale, taguant menaces (« *C'est que le début* ») et reproches (« *À cause de vous nos frigos son vide* » sic). « *On s'évertue à avoir une présence policière pérenne* », rassure Florence Gavello, porte-parole de la direction départementale de la sécurité publique.

« *Avant ce trafic, on avait déjà eu les gosses enrôlés par Omar Diaby [recruteur niçois du djihad en Syrie, NDLR] qui volaient et arrachaient les colliers, c'était pas mieux* », raconte la « *dame au verbe haut* ». De guerre lasse, elle a cette fois décidé de partir. ■

veulent imposer leur stratégie

de Corse, avec quelques nuances. Preuve aussi des divergences entre les deux composantes de la majorité nationaliste : « *Nous voulons un plan de sortie progressive et maîtrisée du confinement pour la Corse, co-construit entre la Collectivité de Corse et l'État* », clame Gilles Simeoni. Son parti Femu a Corsica (faisans la Corse), souhaite même demander, « *à partir du 1^{er} juin, pour toutes les personnes non-résidentes de l'île, entrant en Corse, une attestation justifiant de la réalisation d'un test PCR négatif au Covid-19 de moins de sept jours précédant la date du voyage. Cette mesure s'applique également à l'aviation privée. Tout passager pourra faire l'objet d'une prise de température à l'arrivée aux aéroports ou ports de la collectivité de Corse ou d'un test PCR pendant la durée de leur séjour.* »

Des mesures économiques

Les nationalistes ont tenté de faire adopter un amendement à l'Assemblée nationale vendredi dernier visant à faire valider par la loi ce passaport sanitaire ou « green pass ». Olivier Véran, le ministre de la Santé, a balayé d'un revers de main cette proposition, mettant en doute

l'efficacité scientifique du dispositif : « *La Corse nous a extrêmement préoccupés depuis le premier jour. On tient à la Corse et on tient à ce que ça continue. La gestion du risque est nationale. La différenciation n'est pas dans mes valeurs.* » Le représentant du gouvernement préfère la mise en quatorzaine des voyageurs entrant dans l'île, évoquée par Christophe Castaner, le ministre de l'Intérieur. Un dispositif qui reste un « *outil supplémentaire* » pour le préfet, activé seulement en cas d'une nouvelle forte circulation du virus dans l'île : « *Le principe applicable au transport de passagers entre le continent et la Corse, dans les deux sens, reste celui de l'interdiction des déplacements, précise la préfecture de région. Il ne sera possible de voyager entre la Corse et le continent que pour des motifs impérieux, personnels ou professionnels, la règle dite des 100 km s'appliquant à la liaison entre l'île de Beauté et le continent.* »

Des mesures sanitaires mais aussi économiques. Et sur ce dernier point, tout le monde semble d'accord. L'Assemblée de Corse a même adopté un rapport porté par Jean-Guy Talamoni demandant d'expérimenter le revenu universel dans l'île. L'objectif est d'atteindre 1 000 euros par mois, soit un montant égal au seuil de pauvreté. En attendant, une hypothétique validation du dispositif par le gouvernement, les acteurs économiques appellent à l'aide : « *Sans mesures fortes, un véritable tsunami de conséquences économiques et sociales va s'abattre sur nous dans les semaines et mois à venir* », prévient André D'Ornano, responsable des saisonniers au sein de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie de la Corse (Umih). Et pour cause, puisque le tourisme représente 31 % du PIB de l'île, plus que n'importe quelle région de France : « *Cette récession économique entraînera un effet domino sur l'ensemble des composantes économiques...* » La crise est loin d'être terminée dans l'île de Beauté. ■



sans fil sans box sans antenne

juste en Wifi.

Molotov.TV

Nous allons vous faire adorer la télé !

▶ Samsung LG Panasonic ▶

« Charles de Gaulle » : l'« excès de confiance » des marins face au virus

Deux enquêtes ont été menées sur la propagation du coronavirus à bord du porte-avions.

NICOLAS BAROTTE @NicolasBarotte

POUR TENIR sa promesse de « transparence », Florence Parly s'est voulue « didactique ». Un mois après le retour du porte-avions *Charles de Gaulle* dans son port de Toulon, la ministre des Armées a livré les conclusions des deux enquêtes qui ont été menées au sein du groupe aéronaval lors d'une longue audition retransmise en direct devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale. Elle a repris pas à pas la chronologie des faits.

Alors que le navire avait interrompu prématurément sa mission de « préparation opérationnelle » en Atlantique Nord début avril pour retourner à sa base, le bilan à bord s'était révélé catastrophique : 1046 marins contaminés par le virus sur les 1760 du bâtiment. Après leur retour, tous les militaires du GAN - le porte-avions et les bâtiments qui l'accompagnent - soit plus de 2000 personnes avaient dû respecter une quatorzaine. La crédibilité du fleu-

ron de la marine nationale avait été mise à mal. Lundi, la ministre a indiqué que seul un militaire était encore hospitalisé, après être sorti de réanimation. Tous les autres sont guéris.

Une première enquête, épidémiologique, s'est attachée à comprendre la propagation du coronavirus à bord. La deuxième, dite « de commandement », s'est penchée sur les décisions prises pour endiguer l'épidémie. Florence Parly a reconnu « des erreurs » liées à « une confiance excessive » du commandement. Elle a cependant assuré que les enquêtes n'avaient « pas signalé de faute ».

Lorsque l'épidémie s'est répandue à bord, la maladie était encore insuffisamment connue, a-t-elle noté. « Le commandement a pris des décisions en fonction des informations dont il disposait. Il a toujours eu le souci de la santé de son équipage. Dès la mi-février, il a pris des mesures et a toujours veillé à prévenir le risque » de contamination, a assuré Florence Parly. L'armée s'est appuyée sur son

expérience du H1N1, en 2009, pour réagir. La grippe aviaire n'avait, alors, pas empêché le *Charles de Gaulle* de mener ses missions. Mais les deux virus ont peu à peu vu dans leur gravité et leur contagiosité

Promiscuité obligée

Contrairement aux suppositions initiales, le coronavirus est apparu très tôt sur le *Charles de Gaulle*. Entre sa première escale à Chypre du 21 au 26 février et la suivante à Brest, du 13 au 16 mars, plusieurs mouvements, venus de Sicile, des Baléares, de l'Espagne continentale ou du Portugal, ont acheminé du personnel ou du matériel à bord du porte-avions. C'est lors de l'un d'eux que le virus a été introduit, a indiqué la ministre des Armées. L'étape en Bretagne, nécessaire « pour des raisons logistiques et pour le moral » des marins, poussée par des raisons politiques (depuis dix ans le *Charles de Gaulle* n'y était pas retourné), a été « l'occasion d'une réintroduction du virus ». Elle a constitué « un facteur d'accélération de sa propagation »,

a-t-elle reconnu. Le *Charles de Gaulle* est un navire de guerre « où l'espace est un luxe et la promiscuité, la règle », a-t-elle souligné.

Après le 16 mars, alors que la France se confinait, le porte-avions a repris la mer en respectant des mesures de précautions strictes. Elles « ont été efficaces, mais elles ont beaucoup pesé sur les liens entre le commandement et l'équipage », a noté la ministre. « L'équipage était inquiet, la motivation s'est étiolée », a-t-elle reconnu. Le 30 mars, en l'absence de cas identifiés, les briefings et une pratique encadrée du sport ont repris. Un concert de l'orchestre amateur a eu lieu. Le commandement et le service médical avaient conclu que le virus n'était pas à bord du bâtiment. « Les signaux faibles n'ont pas été identifiés à temps », a admis Florence Parly en citant, par exemple, les symptômes de certains marins qui pouvaient s'apparenter à des états grippaux.

Tout a changé le 5 avril. Un officier débarqué au Danemark a été

testé positif, le nombre de patients à l'infirmierie a subitement augmenté. Alors que les mesures barrières étaient réintroduites, trois militaires ont été évacués le 6 avril. Mais l'information « n'est remontée que le 7 avril », a assuré Florence Parly. Elle assure avoir aussitôt décidé d'anticiper la fin de mission du groupe aéronaval. Celle-ci n'avait plus d'intérêt stratégique essentiel : le *Charles de Gaulle* devait retourner le 23 avril à Toulon. La ministre a déploré le manque de partage d'informations au sein de son ministère.

Nous devons restaurer la confiance », a indiqué Florence Parly en résumant la tâche qui attend la marine. La polémique autour du *Charles de Gaulle* a souligné la vulnérabilité des forces à une épidémie et installé l'inquiétude au sein des familles de militaires. « Ce qui est en jeu, c'est la tranquillité d'esprit des militaires et la certitude que la priorité est la préservation de leur santé », a-t-elle souligné. Au-delà d'eux, il s'agit aussi de restaurer la confiance de la nation dans son armée. ■

Le 12 avril, à l'arrivée du *Charles-de-Gaulle* dans le port de Toulon, plus de 2000 marins sont placés en quatorzaine. HANDOUT/AFP



Les armées cherchent une riposte contre les « fake news »

LA CAMPAGNE chinoise est perçue comme frontale. Elle viserait à « démontrer » la supériorité de son modèle sur celui de l'Occident dans la crise du coronavirus. Celle de la Russie est jugée « plus subtile » par les experts. À coups d'opérations de communication ou de « fake news », elle viserait à instiller « du doute et de la confusion » dans les démocraties, pour élargir le fossé entre les populations et ses dirigeants. L'une et l'autre ont de quoi susciter l'attention ou l'inquiétude. Pour les autorités américaines, les campagnes seraient même « coordonnées ». « Le Parti communiste chinois adopte des tactiques russes », a déclaré l'envoyée spéciale du département d'État, Lea Gabrielle.

L'épidémie du Covid-19 a ouvert une nouvelle dimension à la guerre informationnelle, à tel point que les puissances américaine et européennes cherchent urgemment la parade. « Certaines nations utilisent la désinformation comme une arme, elles n'hésitent pas à y avoir recours, y compris dans des périodes les plus critiques, comme en ce moment », expliquait la semaine dernière Lea Gabrielle, qui est aussi coordinatrice du GEC (Global Engagement Center), lors d'un échange avec des journalistes internationaux. Sous l'égide du département d'État, le GEC est chargé « d'identifier, de comprendre, de dévoter et de contrer » la propagande

étatique et non étatique d'acteurs hostiles « visant à saper les intérêts des États-Unis, de ses alliés et de ses partenaires ». Ces campagnes de désinformation représentent « de graves menaces », insistait-elle. « Il y a de fortes chances que l'écosystème russe de désinformation agisse pour miner la confiance dans un vaccin contre le Covid-19 quand il sera disponible », accusait-elle. Le briefing de Lea Gabrielle n'avait rien d'habituel : les États-Unis veulent contrer les rumeurs sur une origine américaine du virus. Washington mène aussi sa propre opération en accusant Pékin d'avoir laissé le virus s'échapper d'un laboratoire de Wuhan.

L'épidémie n'a pas interrompu la logique de confrontation entre puissances qui poursuivent leurs stratégies de renseignement, d'influence et de contre-influence. La lutte contre la désinformation s'est élevée dans les priorités de l'Alliance atlantique. Elle figurait à l'ordre du jour du dernier conseil des ministres de la Défense de l'Otan. « Il est primordial de neutraliser la désinformation », disait-il y a quelques jours le général Tod Wolters, commandant suprême des forces alliées en Europe, en avançant sa première ligne de défense : « Fournir des faits exacts et vérifiées. »

La question ne touche pas seulement à la confiance des sociétés mais bien à la résilience des armées. « Les

hommes doivent être eux-mêmes capables de résister au choc des attaques informationnelles », soulignait le général Burkhard, chef d'état-major de l'armée de terre, lors d'un séminaire organisé début mars par l'Institut français des relations internationales (Ifri). Connectés comme n'importe quels autres individus, les soldats sont eux aussi susceptibles d'être touchés par les campagnes de désinformation. Les états-majors s'inquiètent pour le moral et la confiance des troupes.

« Taux de rebond »

Contre ces attaques, les instruments de riposte ont une portée limitée. Au niveau européen, la lutte contre les fausses informations est gérée par le service d'Action extérieure. Qui le connaît ? En France, le Service d'information du gouvernement examine et centralise l'analyse des rumeurs. Mais il manque de moyens. De leur côté, les armées disposent aussi de leurs propres capacités de surveillance sur leur périmètre de responsabilité.

Grâce à un système de filtrage, notamment par mots-clés, les services de défense peuvent identifier les « nouvelles » qui les concernent. Elles sont traitées « comme le serait la demande d'un média », explique-t-on au ministère des Armées. Elles sont vérifiées. Suivant leur nature ou leur impact, l'hypothèse d'un « sys-

tème » mis en place pour leur diffusion est étudiée : une « fake news » peut être l'œuvre d'un illuminé isolé mais aussi d'une organisation. « Ce qui compte, c'est le taux de rebond : est-ce que cette "info" demeure dans le même cercle ou en sort-elle ? », poursuit-il. En clair, est-ce que le message est en mesure d'atteindre le grand public ? C'est à ce moment-là, quand il devient une menace, qu'il commencera à être traité et démenti.

Mais pour les armées, habituées au secret et au contrôle, la réaction à une « attaque » est un défi. Avec sa lourdeur, sa lenteur et ses logiques parfois opaques, l'institution n'est pas rompue à la réactivité médiatique. Par ailleurs, si les armées sont capables de mener des cyberactions ciblées, elles peuvent difficilement s'en prendre à des acteurs identifiés, qu'ils s'agissent de médias proches des puissances adverses ou d'autorités officielles.

Dans la guerre informationnelle, les armées ne sont pas les seules en première ligne. « Il y a d'abord une responsabilité des médias eux-mêmes dans la vérification des informations », souligne Guillaume Lasconjarias, chercheur à l'Ifri, en analysant les faiblesses des démocraties face à la désinformation. « L'éducation aux médias est par ailleurs du ressort des États, pas des armées », termine-t-il. Heureusement, ajoute-t-on. N.B.



U.S. STATE DEPARTMENT

Il y a de fortes chances que l'écosystème russe de désinformation agisse pour miner la confiance dans un vaccin contre le Covid-19 quand il sera disponible

LEA GABRIELLE, DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN

EN BREF

Un navire iranien touché par un tir ami
Un navire de guerre iranien, le *Konarak*, a été touché dimanche par un missile lors de manœuvres navales en mer d'Oman, près de Bandar-e Jask. Un tir ami qui a fait 19 morts dans un contexte de tensions entre l'Iran et les États-Unis dans les eaux du Golfe.

Au Lesotho, un premier ministre sans majorité
Trois des quatre partis qui soutiennent le premier ministre du Lesotho, Thomas Thabane, mis en cause depuis le début de l'année dans le meurtre de son ex-femme, lui ont officiellement retiré leur confiance lundi au Parlement et annoncé la formation, d'ici à deux semaines, d'un nouveau gouvernement.

En Israël, la prestation de serment retardée
La prestation de serment du nouveau gouvernement israélien, prévue mercredi, a été reportée d'un jour pour ne pas coïncider avec la visite à Jérusalem du secrétaire d'État américain, Mike Pompeo.

Quarantaine à l'hôtel en Tunisie

Face au coronavirus, le pays a utilisé son parc hôtelier pour bâtir une stratégie de confinement gagnante.

MARYLINE DUMAS
@Maryline_Dumas
TUNIS

MAGHREB Confinement obligatoire dans un centre fermé pour voyageur ou malade du Covid-19 : la mesure, radicale, mise en place le 21 mars - à peine trois semaines après l'apparition du virus - est une des clés de la lutte contre le virus en Tunisie. L'hécatombe redoutée semble écartée avec, officiellement, 1032 malades et 45 décès, alors que le pays a entamé son déconfinement progressif lundi dernier.

Des l'apparition du virus en Tunisie, les autorités ont demandé aux voyageurs de se placer en auto-confinement de quatorze jours à leur retour. Le premier malade, diagnostiqué le 2 mars, revenait d'Italie. Mais, en l'absence d'un contrôle strict, les consignes ont été peu écoutées. Un octogénaire, de retour de France, a notamment fait scandale en reprenant l'avion pour Strasbourg après avoir été diagnostiqué. « Nous avons également remarqué que les personnes proches de malades étaient touchées. La courbe continuait d'augmenter. Nous avons donc mis en place le confinement obligatoire qui casse la chaîne de transmission », explique Dr Mohamed Rabhi, président du comité de confinement au sein du ministère de la Santé.

Au total, plus de 10 000 personnes - Tunisiens ou résidents en Tunisie - sont actuellement confi-



nés et 2600 ont déjà pu rentrer chez elles. Une quarantaine de malades ont été repérés pendant ce confinement obligatoire. Ils ont aussitôt été transférés dans l'un des quatre centres réservés aux Covid positifs qui ne nécessitent pas d'être hospitalisés.

La mise en place d'un abord est compliquée. Les premières personnes à avoir été confinées se sont plaintes des infrastructures

À Sidi Bou Saïd, près de Tunis, comme sur tout le littoral tunisien, les hôtels désertés par les touristes ont accueilli les confinés en « quatorzaine ».

FETHI BELLAÏD / AFP

d'accueil, souvent dans des cités universitaires, dont la propreté et la disposition (toilettes communes) laissaient à désirer. Puis les hôteliers tunisiens ont apporté leur aide, ouvrant leurs établissements fermés, faute de touristes. Aujourd'hui, selon le docteur Rabhi, 85 % des centres de confinement sont des hôtels avec des conditions d'accueil bien meilleures.

Mouna Ben Halima a mis à disposition son hôtel, La Badira à Hammamet, à 80 km de Tunis, qui, avec ses 5 étoiles, est l'un des plus luxueux du pays : « Je me suis imaginée bloquée à l'étranger et être rapatriée pour me retrouver confinée et mal logée. Face à cette crise, un hôtel de deux ou cinq étoiles, ça n'a pas d'importance. Ce qui compte, c'est d'avoir un minimum de propreté, des bons matelas et oreillers. »

Les règles sont strictes : interdiction de sortir de la chambre ou d'y faire entrer quelqu'un, les poubelles doivent être glissées dans deux sacs. Mouna Ben Halima a fait installer des tables en plastique devant chaque porte : « cela sert d'obstacle visuel et ça fait lieu d'échange », explique la propriétaire de l'hôtel, qui a également fourni un kit de ménage et des produits d'accueil, comme pour ses clients habituels (chaussures, shampoing...).

Non-jeûneurs oubliés

Heike Löschmann, directrice du bureau tunisien de la fondation allemande Heinrich-Böll, a passé ses quatorze jours de confinement à La Badira. Coincée en Allemagne alors qu'elle était en voyage professionnel, elle a dû patienter un mois avant de trouver un vol de rapatriement : « Je devais absolument rentrer pour le travail », explique celle qui s'estime « chanceuse d'être dans l'un des meilleurs hôtels tunisiens ». Sa seule attente - une bonne connexion internet - a été comblée. D'autres confinés se sont plaints de la qualité des repas et du fait que les non-jeûneurs ont parfois été oubliés pendant cette période de ramadan. Dans la majorité des centres, c'est une entreprise sous-traitante, choisie par l'État, qui apporte les repas. Ce qui pose parfois des soucis. En début de semaine, 65 personnes confinées étaient victimes d'une intoxication alimentaire dans un hôtel de Sousse (150 km de Tunis). ■

À Istanbul, une mosquée métamorphosée en supérette pour aider les plus pauvres

DELPHINE MINOUI @DelphineMinooui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

UN ATROUPEMENT inhabituel se dessine aux abords de la mosquée Dedeman d'Istanbul. En ces temps de pandémie où les lieux de culte sont à l'arrêt, des dizaines d'hommes, de femmes, tous masqués, piétinent à deux mètres de distance les uns des autres devant le grand escalier qui mène à l'édifice religieux. « Avant d'entrer, assurez-vous que votre nom figure bien sur la liste », annonce en haut des marches un jeune homme en veston bleu ciel, bandeau protecteur calé sur le nez, en pointant du menton un grand panneau.

Lui, c'est Abdulsamet Çakir, un imam de 33 ans qui y dirige habituellement la prière. Il y a un mois, il a eu l'idée insolite de transformer cette mosquée du quartier Sariyer en supérette gratuite pour venir en aide aux foyers les plus modestes touchés par la paralysie économique causée par le coronavirus. « Ma façon d'être utile à la communauté », dit-il, en invitant une mère et sa fille à passer le porche.

Sur les étagères du vestibule, où les fidèles déposent d'ordinaire leurs chaussures avant d'aller prier, des boîtes de conserve, bouteilles d'huile, sachets de riz et de pâtes sont soigneusement empilés comme dans une épicerie. « Chaque personne peut choisir dix produits. Elle doit préalablement s'inscrire sur une liste, puis attendre un message sur son portable pour venir se servir. Évidemment, si les gens sont vraiment dans le besoin, on ne va pas les rationner », explique l'imam.

Cabas à l'épaule, Deria, une jeune femme en foulard à fleurs belges, prend place dans la queue. « Mon mari est serveur dans un café. Je travaille comme femme de ménage. Il y a un mois et demi, on s'est tous les deux retrouvés au chômage quand le gouvernement turc a annoncé la fermeture des restaurants. Quelques jours plus tard, je découvrais que j'étais enceinte. Ce qui aurait dû être une heureuse nouvelle n'a fait que nous plonger dans un plus grand désarroi », murmure-t-elle, la main plaquée sur l'estomac.

Deria est venue en bus de Büyükdere, un district mitoyen, pour s'approvisionner en huile, lait, pâtes et sauce tomate, après avoir entendu parler de la mosquée-supérette par sa belle-sœur. Dans cette ville-tolle d'araignée de 16 millions d'habitants, épicentre de la pandémie qui a fait plus de 3 500 morts à travers le pays, et où les transports publics fonctionnent au ralenti, le bouche-à-oreille a contribué à faire connaître l'initiative. « Tout a commencé par une simple annonce que j'ai publiée sur ma page Facebook. Très vite, les gens ont commencé à se passer le mot », confie Abdulsamet Çakir, surpris par son succès.

Recréer du lien

L'idée lui est venue un matin, au réveil. « C'était au début du mois d'avril. Je me suis dit : "on est tous bloqués chez soi, il faut bien trouver un moyen de s'entraider". À dire vrai, je n'ai rien inventé : il existe une vieille tradition ottomane, appelée la "sadaqa tasi", qui consiste à venir déposer des vivres sur une pierre où les gens qui sont en difficulté viennent se servir », dit-il. Comme à l'époque, l'approvisionnement fonctionne sur donations : « Des gens remplissent le coffre de leur voiture pour venir apporter à manger. D'autres se contentent d'un simple sac de riz. Chacun contribue en fonction de ses moyens. L'autre jour, une dame nous a envoyés des olives d'Izmir. Une autre, d'origine turque,

nous a contactés de France pour nous envoyer un chèque. Comme nous n'acceptons pas les dons en espèces, elle a passé commande sur le site d'un supermarché qui nous a ensuite livrés. » La grande salle de prière, temporairement fermée aux fidèles, fait office d'entrepôt, avec ses rangées de coils et de sacs en plastique.

La religion n'a pas le monopole de la charité : de ville en ville, de quartier en quartier, des projets citoyens s'organisent pour soutenir les plus démunis, les sans-abri, les réfugiés. Au pied des immeubles ou à la sortie de certaines épiceries, des cartons sont déposés en offrant pour les personnes dans le besoin. Mais en cette période festive de Ramadan, où les rassemblements sont exceptionnellement en suspens, et où les familles se trouvent isolées, la petite mosquée Dedeman cherche, à sa façon, à recréer du lien. « On est parvenu à aider plus d'un millier de familles en moins d'un mois », dit fièrement l'imam.

De Rize, sur les bords de la mer Noire, à Konya, au cœur des steppes d'Anatolie, d'autres mosquées ont, depuis, copié son initiative. D'abord sceptique, son épouse a elle aussi succombé au virus de la solidarité. « Au début, elle m'en voulait de ne pas profiter pas de mon temps libre pour être plus présent à la maison. Aujourd'hui, elle passe ses journées au téléphone pour m'aider à identifier les personnes qui sont dans le besoin », sourit-il. ■

1
millier
de familles
ont été aidées
en moins d'un mois
par la mosquée
Dedeman

Sur les étagères du vestibule de la mosquée Dedeman, où les fidèles déposent d'ordinaire leurs chaussures avant d'aller prier, l'imam Abdulsamet Çakir organise la collecte de dons.

BULENT KILIC / AFP



L'Inde reprend le travail graduellement

EMMANUEL DERVILLE @e_derville
NEW DELHI

CONFINÉE depuis 48 jours, l'Inde émerge de sa torpeur. Certaines restrictions ayant été levées le 4 mai, l'activité économique redémarre. Des commerces et des taxis ont commencé à travailler, de même que quelques usines et chantiers urbains dans les zones épargnées. Le gouvernement a classé chaque région sur une échelle : verte, orange et rouge, selon la gravité de l'épidémie. Ce mardi, une partie des trains doit reprendre et relater Delhi à quinze villes. Les écoles et les universités demeurent closes jusqu'au 17 mai, de même que les centres commerciaux, les restaurants, les hôtels et les lieux de culte.

A Gurgaon, dans la banlieue de la capitale, la plupart des échoppes hésitent à rouvrir. « Nous avons repris le travail ce matin et il n'y a pas eu le seul client, déplore un commerçant qui tient un magasin de vêtements. Tout est très confus et beaucoup comprennent mal la situation. » Les automobilistes sortent de chez eux, mais la circulation reste éparse.

La police a levé les barrières dans certains districts. « Il y avait des contrôles fin avril à Rishikesh. Désormais, je peux sortir librement. Un grand nombre de boutiques sont ouvertes, sauf dans la zone touristique. En revanche, dans la ville voisine de Dehradun, tout est fermé, à part quelques épiceries et magasins d'alcool qui drainent des queues incroyables », observe Marie-Hélène, une ressortissante française installée dans cette région du Nord.

Au Kerala, dans le Sud, les magasins accueillent la clientèle une poignée de jours par semaine. « Les sorties restent très encadrées. Impossible de mettre le pied dehors sans autorisation », raconte Irshad, un habitant de Malappuram.

Ce redémarrage timide est censé conjurer la récession qui menace d'autant plus que le gouvernement n'a dévoilé aucun plan de relance. Les quelques aides fiscales consenties représentent 1 % du PIB, alors que 140 millions de travailleurs journaliers sont au chômage. Des

agences de notation, comme Nomura et Goldman Sachs, ont averti que le PIB risquait de se contracter jusqu'à 5 % cette année.

Le confinement a freiné l'épidémie qui avait, au 11 mai, contaminé plus de 67 000 personnes et fait 2 206 morts. Le taux de mortalité du Covid-19 en Inde s'élève à 3 % contre 14 % en France. Ce bilan doit être relativisé, car le Bureau fédéral du recensement avait admis, l'an dernier, que seuls 22 % des décès faisaient l'objet d'un certificat médical.

Le taux de reproduction du virus reste élevé

Le nombre assez faible de morts semble avoir persuadé le gouvernement d'amorcer un déconfinement graduel. « L'Inde a décrété le confinement le 24 avril quand l'épidémie commençait à peine à s'étendre, si bien qu'elle a retardé la propagation de celle-ci. C'est ce qui explique le faible niveau de décès », explique Ramanan Laxminarayan, directeur du Center for Disease Dynamics, Economics & Policy (CDDEP), un institut de recherche basé à Delhi et Washington. Et la pénurie de masques s'est estompée rapidement.

L'Inde est cependant loin d'aplatir sa courbe épidémique. Alors que le ministère de la Santé dénombrait moins de 1 500 cas de contamination supplémentaire par jour jusqu'au 21 avril, il en compte en ce jour 3 000 et 4 500 quotidiennement depuis le 6 mai. Le taux de reproduction du virus, qui mesure l'intensité de la contagion, reste supérieur à un. Dans un article paru le 4 mai, l'OMS recommande de passer sous ce seuil avant de déconfiner.

La lenteur avec laquelle le virus se propage signifie que l'Inde devrait vivre avec le Covid-19 pendant encore quelques mois. Les prévisions du Massachusetts Institute of Technology (MIT) indiquent que le nombre de malades ne commencera à reculer qu'après la première semaine de juin. Et la courbe des décès poursuivrait sa progression pour dépasser la barre des 7 000 victimes. « Le pic pourrait survenir en juin ou juillet », conclut Ramanan Laxminarayan. ■

Serbie-Kosovo: reprise du dialogue pour une normalisation

L'échange de territoires envisagé entre Belgrade et Pristina pourrait réveiller les vieux démons balkaniques.



Les présidents kosovar et serbe, Hashim Thaci et Aleksandar Vucic (de gauche à droite), en mai 2019 à Tirana. H. PRISTINA/AP

ISABELLE LASSERRE @lasserre

BALKANS La crise sanitaire n'a pas éteint toutes les initiatives diplomatiques. À l'ombre du Covid-19, pendant que la moitié de l'humanité était confinée, certaines ont même connu une accélération. C'est le cas du conflit qui oppose le Kosovo, indépendant depuis 2008, à la Serbie, qui n'a jamais reconnu l'émancipation de son ancienne province.

En pleine crise du coronavirus, début avril, le gouvernement du Kosovo a levé les droits de douane de 100 % imposés aux produits serbes, faisant ainsi sauter l'un des principaux obstacles à la reprise des négociations entre Belgrade et Pristina, toujours restées conflictuelles depuis la guerre, à la fin des années 1990. Cette décision avait été préparée à l'occasion d'une discrète rencontre à Washington le 2 mars, en présence du gendre de Donald Trump, Jared Kushner, et de son conseiller pour la sécurité nationale, Robert O'Brien. Au cours de cette réunion, les présidents serbe et kosovar, Aleksandar Vucic et Hashim Thaci, ont évoqué l'idée d'un échange de territoires, qu'ils considèrent depuis deux ans comme un moyen d'arriver à un accord de paix définitif.

Tabou européen, l'idée de modifier les frontières de ces deux États des Balkans, en troquant le nord serbe du Kosovo contre la vallée albanaise de Precevo, au



sud de la Serbie, avait en effet été évoqué par Vucic et Thaci en 2018. Mais depuis, le dialogue, dans lequel Emmanuel Macron et Angela Merkel s'étaient impliqués, avait été gelé par les résistances politiques en Serbie et au Kosovo. Les tentatives européennes de le faire revivre avaient elles aussi échoué au sommet de Berlin en avril 2019. Une fois de plus, les divisions des États membres et notamment celles du « couple » franco-allemand avaient fait perdre à l'Union une occasion de ré-

gler l'un des principaux problèmes des Balkans.

Depuis, le dossier a été repris par Donald Trump, qui veut mettre au service de la crise son « art du deal ». Le président américain, qui soutient l'idée d'une correction des frontières pour parvenir à une « paix acceptable », a nommé un envoyé spécial pour les négociations, Richard Grenell. Sous sa pression, Belgrade et Pristina ont signé un accord sur la reprise des liaisons aériennes, et bientôt ferroviaires. Pour convaincre le Kosovo de lever les taxes douanières, les Américains ont mis dans la balance la suspension d'une aide économique de 50 millions de dollars.

Trou noir de l'Europe

Le plan américain a aussi fait tomber le gouvernement du Kosovo le 25 mars et renversé le premier ministre Albin Kurti. Le chef du gouvernement sortant accuse les Américains d'avoir provoqué la crise politique pour imposer une solution à laquelle il s'oppose. Donald Trump veut aller vite, imposer l'accord avant les élections américaines de novembre. Éloigné à tout échange de territoires, contrairement au président Hashim Thaci, Albin Kurti veut au contraire gagner du temps et faire traîner les choses en espérant un changement de pouvoir à Washington.

Marginalisée, l'Europe a maladroitemment tenté de racrocher le dossier, en nommant son propre émissaire pour le dialogue entre

la Serbie et le Kosovo, Miroslav Lajcak, l'ancien ministre des Affaires étrangères slovaque. Un médiateur dont le pays ne reconnaît pas le Kosovo... La France et l'Allemagne ont aussi promis un prochain sommet à Paris, mais après la crise sanitaire. Dans une interview donnée à des médias locaux, Josep Borrell a affirmé qu'il n'était pas opposé à une correction des frontières si l'initiative pouvait apporter une solution durable au conflit et si les deux parties étaient d'accord. « On ne peut pas être plus catholique que le pape », a affirmé le chef de la diplomatie européenne. Mais cette inflexion dans la politique européenne arrive bien tard. « Personne ne peut progresser dans les Balkans occidentaux sans les États-Unis... Tout le monde a senti que l'UE est faible et divisée. Les Européens n'ont pas un esprit de meneur », avait affirmé le président kosovar Hashim Thaci après l'échec du sommet de Berlin. L'UE n'est guère mieux considérée en Serbie, où la Chine a été davantage présente pendant la crise du Covid-19. « La coopération européenne est un conte de fées », a affirmé le président serbe.

Hashim Thaci et Aleksandar Vucic ont tous deux des raisons de se résoudre à un échange de territoires entre leurs deux pays. Le président kosovar ne veut pas mettre en danger sa relation avec les États-Unis, qui ont été l'un des principaux artisans de l'indépendance. Une normalisation des relations avec Belgrade autoriserait le Kosovo à accéder aux insti-

tutions internationales et à exister enfin comme un État à part entière. Certains affirment qu'elle permettrait à Hashim Thaci, ancien responsable de la guérilla pendant la guerre, d'échapper à d'éventuelles poursuites judiciaires. Quant à Aleksandar Vucic, il espère que la paix avec le Kosovo permettra à la Serbie d'accélérer la marche de son adhésion à l'UE.

Mais le projet suscite de vives réserves en Serbie et au Kosovo. Berlin considère aussi, bien plus qu'Emmanuel Macron, qu'un changement de frontières pourrait réveiller les vieux démons balkaniques et ouvrir une boîte de Pandore dans cette région où chaque pays abrite des minorités ethniques. La Russie, qui possède de solides intérêts en Serbie, n'a pas pris officiellement position, même si certains la soupçonnent de vouloir utiliser ce précédent pour obtenir une légitimation de l'annexion de la Crimée...

Dans cette affaire, le statu quo n'est pas non plus une bonne solution, puisqu'il transforme peu à peu la région en un trou noir de l'Europe. Avec, à terme, tous les dangers qui grandissent dans les trous noirs : risques d'explosion, terrorisme, trafics, misère sociale et économique, montée des influences turques, russes et chinoises. « Pourquoi nous opposerions-nous à une solution si elle est acceptée par les deux parties ? » interrogeait récemment, sur twitter, l'ancien ambassadeur aux États-Unis Gérard Araud. ■

Colères et soupçons sur la relation Prague-Moscou

Après le démantèlement de la statue d'un maréchal soviétique, trois maires tchèques ont été placés sous protection policière.

LAURE MANDEVILLE @lauremandeville

EUROPE CENTRALE L'histoire, sur fond de démantèlement de la statue d'un célèbre maréchal soviétique à Prague, est digne d'un roman policier. C'est le journal tchèque Respekt qui a été parmi les premiers à raconter quelques bribes le 28 avril. Le récit suscite plus de questions que de réponses, mais a mis la Tchèque sur les dents, et les relations russo-tchèques au point mort. Le 14 mars, deux jours avant le début du confinement en République tchèque, un diplomate russe travaillant au centre culturel de la Russie de Prague, identifié ce lundi comme Andrej Viktorovic Koncakov, arrive de Moscou par l'un des derniers vols à atterrir avant la fermeture de l'espace aérien de la Tchèque.

Selon Ondrej Kundra, journaliste d'investigation à l'hebdomadaire Respekt, qui suit l'activité des services de renseignement russes en Europe centrale, ce jeune « diplomate » est soupçonné par les services tchèques de rentrer à Prague avec de la... ricine, dans sa valise. Surveillant l'homme depuis déjà des mois, nous raconte Kundra, les espions tchèques ont reçu des informations selon lesquelles il pourrait avoir été chargé d'une mission punitive contre le maire de Prague, Zdenek Hrib, et les deux maires de quartier Andrej Kolar et Pavel Novotny. Ces trois jeunes politiciens ont pour point commun d'avoir été en première ligne pour orchestrer le démantèlement de la statue du maréchal Ivan Konev, figure célèbre de la libération de Prague et de Berlin en 1945. Il fait figure d'icône à Moscou, mais est détesté des Tchèques pour son rôle dans l'écrasement de la révolte de Budapest en 1956, et

dans la préparation de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968.

Sur le coup, les services tchèques n'arrêtent pas le diplomate suspect à l'aéroport - « parce qu'ils n'excluent pas que Moscou leur ait tendu un piège en faisant circuler de fausses informations pour provoquer un scandale bilatéral et affaiblir les services tchèques », explique Kundra. Mais l'affaire va être prise suffisamment au sérieux pour que les trois maires soient mis sous protection policière. Zdenek Hrib a confirmé l'existence de cette protection, tout en refusant de s'exprimer sur l'idée qu'il serait menacé de mort pour avoir déboulonné, le 3 avril, le maréchal Konev. Pavel Novotny, un jeune politicien provocateur qui a décidé d'ériger un mémorial aux Vlassovtys, ces troupes russes anti-soviétiques, qui collaborèrent avec les nazis avant de contribuer effec-

Le démantèlement de la statue du maréchal soviétique Ivan Konev, le 3 avril à Prague, a avivé les tensions entre la République tchèque et la Russie.
DAVID W. CERNY/REUTERS



tivement à la libération de Prague, n'en dit pas plus. Mais Ondrej Kolar, maire du 6^e arrondissement de Prague, quartier chic de la capitale où se dressait la statue de Konev, a déclaré avoir été mis sous protection policière « parce qu'il y a un Russe ici qui a reçu pour mission de me liquider, et pas seulement moi mais Zdenek Hrib et Pavel Novotny ». Aucune source policière ou politique n'a confirmé ces affirmations. Le diplomate incriminé s'est défendu ce lundi, en affirmant qu'il « ne transportait que du produit désinfectant et des bonbons ». Mais l'existence d'escortes policières fournies par le ministère de l'Intérieur révèle la préoccupation du gouvernement.

C'est une affaire très sérieuse », confirme au Figaro Pavel Fischer, président de la commission des affaires étrangères du Sénat, qui invi-

te à prendre en compte « le climat général des dernières années », citant l'assassinat de l'ex-agent double Sergueï Skripal en territoire britannique en 2017, le récent assassinat d'un opposant tchèque à Berlin, mais aussi la violente polémique qui a opposé la Pologne et la Russie en début d'année à propos de la Seconde Guerre mondiale. « On a vu le gouvernement russe accuser Varsovie d'avoir participé à la Shoah! », note Fischer. « Il est clair que Moscou est convaincu que toutes les voix qui veulent remettre en cause l'interprétation officielle russe de la Seconde Guerre mondiale doivent être étouffées », dit-il. Les deux Chambres du Parlement ont voté des résolutions qui dénoncent toute ingérence, souligne Pavel Fischer. Selon le journal Denik N, l'affaire a été « l'un des sujets évoqués par le ministre tchèque des Affaires étrangères avec l'ambassadeur russe Alexander Zmevski, mis en garde contre toute action contre des politiciens tchèques ».

Activisme russe à Prague

Moscou dément, parlant de « désinformation » à propos de l'enquête de Respekt. Mais la Russie a réagi durement au démantèlement de la statue de Konev, les diplomates russes à Prague dénonçant le « vandalisme d'élus municipaux dérangés » et parlant de provocation. Le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgu, a promis des poursuites contre le maire Andrej Kolar, sur la base d'une loi russe pénalisant les dommages portés aux monuments militaires. Le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a mis en cause le maire Kolar, et même son père, qui fut diplomate à Moscou et aux États-Unis. Les Russes sont très remontés, après une série de gifles symboliques. Le maire de

Prague a notamment fait rebaptiser la place située devant l'ambassade russe du nom du politicien russe d'opposition Boris Nemtsov, assassiné sous les murs du Kremlin.

L'affaire Konev divise la scène politique, et Moscou tente d'en profiter. Le président Milos Zeman, proche du Kremlin et soutenu par les communistes et l'extrême droite, a vu dans le démantèlement de la statue du maréchal « le jeu de petits politiciens minables » en quête de notoriété. Les partis libéraux serrent, eux, les rangs autour des maires incriminés, défendant le droit des Tchèques à avoir une autre version que Moscou de l'Histoire. Si certains se demandaient au départ si le démantèlement de la statue n'était pas une provocation inutile, au moment où Poutine tente de faire du patriotisme et de la Seconde Guerre mondiale le ciment de son règne, beaucoup s'inquiètent de l'activisme croissant de l'espionnage russe, qui a fait de Prague sa base principale en Europe centrale. Entre les deux positions, le gouvernement de Andrej Babis, qui a besoin du soutien de Zeman au Parlement mais ne veut pas apparaître faible face au Kremlin, flotte sur une ligne de crête difficile.

« La question qui se profile en filigrane de toute cette affaire, c'est celle de savoir comment nous défendons notre souveraineté face aux ingérences de pays comme la Russie ou la Chine », note Ondrej Kundra, citant une dépêche « choquante » de l'agence russe Ria Novosti, qui appelle Moscou à kidnapper les trois maires pour les porter devant les tribunaux russes! Il se réjouit de la déclaration du secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg, qui a jugé « inacceptables » les pressions exercées contre des politiciens locaux tchèques. ■

Fragilisés financièrement par la crise, les clubs de Ligue 1 s'affairent à leur survie

La saison 2019-2020 aux oubliettes, tous travaillent à limiter la casse. Et à imaginer le système de demain.

GUILLAUME LOISY @Guilloisy

FOOTBALL Après le « deuil » lié à l'arrêt définitif de la saison, les patrons de L1 tentent de sauver ce qui peut l'être.

Malgré la résistance d'Aulas, « la messe est dite »

Recours en justice, appel à faire « marche arrière » et omniprésence médiatique. Depuis le 30 avril et le vote en conseil d'administration de la Ligue de football professionnel (LFP) d'arrêter définitivement la saison de Ligue 1, Jean-Michel Aulas se bat contre une décision « précipitée » qui prive son OL, 7^e quand la crise a figé le classement, de Coupe d'Europe. « Heureusement, la très grande majorité des présidents n'est pas dans cette démarche. Nous n'avons pas d'autre choix que de suivre les instructions du gouvernement. 90 % des clubs se sont prononcés pour les suivre et arrêter nos championnats. Cette décision nous coûte énormément, mais il faut respecter la démocratie », a rappelé dimanche Bernard Caiazzo au nom, selon lui, de « la majorité silencieuse ». Pour le patron du conseil de surveillance de l'AS Saint-Étienne et du syndicat de clubs Première Ligue, « la messe est dite. Il faut oublier la saison 2019-2020. Pour moi, c'est une année de deuil ». Tant pis, donc, pour Lyon, mais aussi Amiens, autre club prêt à aller devant les tribunaux pour contester sa relégation en Ligue 2.

400 à 500 millions de pertes à absorber

Dans son entreprise de réveil des consciences, Aulas promet à la Ligue 1 une « immense déroute » et des pertes jusqu'à 900 millions d'euros si le foot français ne fait pas machine arrière. « Le préjudice sera de 400-500 millions », rectifie Loïc Féry, président du FC Lorient, futur promu en L1, et membre du groupe de travail trésorerie-financement au sein de la cellule de crise de la LFP. Pour combler le manque à gagner lié à l'arrêt des versements des diffuseurs Canal+ et beIN Sports, la Ligue a contracté un prêt garanti par l'État de 224,5 millions à répartir entre pensionnaires de L1 et L2. Une partie des droits TV des prochaines saisons sera aussi prélevée

« Nous sommes un secteur sinistré, comme la restauration et le tourisme. Chaque jour qui passe est un jour sans recette, mais avec des charges », s'inquiète Bernard Caiazzo (ici, en mai 2019), président du conseil de surveillance de Saint-Étienne et du syndicat de clubs Première Ligue.

MANDEL NGAN/AFP

DES COMPTES DANS LE ROUGE

900 M€

Les pertes estimées par Jean-Michel Aulas (OL) pour le foot français

500 M€

Le plafond du préjudice subi par les clubs professionnels selon Loïc Féry (Lorient)

224,5 M€

Le montant du prêt contracté par la LFP et garanti par l'État pour aider les clubs de L1 et L2



pour combler le déficit de cette année. Un pis-aller. « Nous sommes un secteur sinistré, comme la restauration et le tourisme, plante Caiazzo. Chaque jour qui passe est un jour sans recette, mais avec des charges ».

Au premier rang desquelles les émoluments des joueurs. Un sujet sensible. Le dispositif de chômage partiel et les reports de salaires sont passés par là. Mais à l'image de Nasser Al Khelaifi qui souhaitait le mois dernier « un effort » de Neymar & Co - et que le président du PSG attend toujours - les clubs espèrent un geste conséquent de la part des joueurs. « Il faut travailler sur d'autres moyens, explique Nicolas Holveck, le nouveau président de Rennes en charge du dialogue social entre la Ligue et l'UNFP. Les discussions se font dans un bon état d'esprit. On avance. C'est dans l'intérêt de tous de faire des efforts pour sauver des emplois. » La réunion entre les dirigeants et les représentants des joueurs qui devait avoir lieu ce mardi (15h) est reportée à jeudi, afin « de disposer des éléments pour continuer à avancer dans le bon sens », souffle t-il à l'UNFP.

Supporteurs de la reprise ailleurs en Europe

Alors que l'Allemagne s'apprête à jouer les premiers de cordée ce week-end en relançant sa Bundesliga à huis clos, on pourrait imaginer les clubs français croiser les doigts pour que leurs voisins renonceraient aussi à finir leur saison afin de ne pas être les dinos de la farce. Son statut de deuxième plus gros exportateur de joueurs derrière le Brésil et la généralisation du « trading-joueur » comme modèle économique pour ses clubs n'invitent pourtant pas le foot français à souhaiter une contagion de l'arrêt. « On prie tous les jours pour que les championnats de nos voisins reprennent, car ce sont nos premiers acheteurs (de joueurs), assure Bernard Caiazzo. En cas d'arrêt définitif, leur situation économique aurait des répercussions sur le mercato. Comme nous sommes plutôt vendeurs, nous subirions des conséquences fortes, de plusieurs centaines de millions d'euros. » « Les clubs français sont parmi les plus gros exportateurs de talents, cela compte en grande partie dans les revenus et l'équilibre de notre éco-

système », renchérit Loïc Féry. Le malade français pourrait donc souffrir encore un peu plus si le reste de l'Europe baissait le rideau. Une vraie possibilité. « Seulement l'Allemagne a autorisé la reprise, rappelle Nicolas Holveck. L'Italie freine des quatre fers. L'Espagne et l'Angleterre n'ont pas pris de décision. Nous ne sommes pas certains qu'ils aillent au bout. »

Changement de gouvernance et de paradigme

La présidente de la LFP, Nathalie Boy de la Tour, a regretté la « cacophonie » et les « guéguerres » au sein des clubs français durant la crise. Ces derniers ont aussi des griefs contre la Ligue et son fonctionnement. « La crise a accentué le problème de fond de gouvernance. Nous n'avons pas la même agilité que nos voisins allemands, italiens ou anglais, regrette Bernard Caiazzo. Pour nous, deux postulats s'imposent : ceux qui payent doivent être ceux qui décident. Et la Ligue 1 doit décider pour la Ligue 1. Ce n'est pas un problème de personne. Didier (Quillot, directeur général) et Nathalie (Boy de la

Tour) sont de bonnes personnes. Mais nous souhaitons revenir à un modèle de gouvernance avec un patron fort qui décide. Un peu comme la fédération française avec Noël Le Graët. Il faut trouver un modèle plus efficace en situation de crise. »

Les réformes envisagées ne concernent pas que les organigrammes. « S'il y a un retour du virus l'an prochain, la quasi-totalité des clubs disparaîtront si on ne prévoit pas un alignement plus grand entre les charges et les revenus des clubs », prédit Loïc Féry. Intégrer une clause de crise exceptionnelle dans les futurs contrats de joueurs est une vraie piste. Nostalgique, Caiazzo milite, lui, pour un football « plus responsable, plus vertueux » en stoppant « la course au business » dans laquelle il ne se reconnaît plus. Le serpent de mer d'un plafond salarial à l'américaine revient sur la table. Le sujet reste supranational. « Il faut que cela vienne d'en haut (de l'UEFA, NDLR), confirme Féry. Si on met en place un salary cap en France et pas en Europe, la Ligue 1 se retrouvera pénalisée. » Elle ne peut plus se le permettre. ■

Dans le rugby professionnel, une baisse des salaires qui pourrait durer

ARNAUD COUDRY @ArnaudCoudry

LE RUGBY professionnel français tremble sur ses fondations. La crise actuelle a mis les clubs face à d'importantes difficultés financières, du fait de l'absence prolongée des revenus provenant des matchs (billetterie, hospitalités, partenariats). Au total, le chiffre de 120 millions d'euros de perte est avancé. Face à cette crise sans précédent, les écuries de Top 14 et de ProD2 sont, comme beaucoup d'entreprises, passées en chômage partiel. Une mesure que les présidents de club souhaiteraient voir prolongée par l'État jusqu'à la reprise du championnat en septembre. Sans garantie.

« Le gros problème que l'on doit régler, c'est de permettre aux clubs de diminuer leur masse salariale. S'il n'y a pas de baisse pour 2021 et même une atténuation pour la fin de saison, on peut aller vers une vraie catastrophe, a récemment expliqué dans Sud Ouest l'ancien président d'Agen, désormais vice-président de la Ligue, Alain Tingau. Il faut qu'il y ait une prise de conscience forte. Sinon, des clubs auront mal à la tête, d'autres risquent de mettre la clé sous la porte. » Et d'insister : « Je ne suis pas sûr que tout le mon-

de ait mesuré la gravité de la situation et le potentiel de dégâts que fera cette crise, si l'on ne diminue pas les charges salariales. Cela peut aller de 18 % à 28 % selon les clubs. À la Ligue aussi, notre budget va être abaissé de 30 % ».

De leur côté, les joueurs ont pris conscience de la gravité de la situation et accepté de faire des efforts. « L'éventuelle baisse des salaires des joueurs rentre dans une approche globale de solutions qui permettraient aux différentes entités de passer la crise. Depuis le départ, les joueurs ont pris la mesure de la crise et ont dit clairement qu'ils contribueraient aux efforts et aux différentes mesures prises pour préserver notre écosystème », explique Robins Tchale-Watchou, président du syndicat des joueurs (Provale), au Figaro. Toutefois, il précise que « les joueurs ne doivent pas être désignés comme les responsables de cette crise » : « La rémunération des joueurs ne peut pas être la seule variable d'ajustement dans cette crise. Je m'insurge contre cette approche qui est de dire que, parce que nous avons la chance de bien gagner notre vie, nous devons être plus impactés que les autres. »

Ces dernières saisons, il y a eu une véritable inflation des rémunérations en Top 14. En moyenne,

un joueur touche 20 000 € brut par mois, certes loin des salaires perçus par les footballeurs de Ligue 1, mais en dix ans, le salaire moyen d'un rugbyman de première division a connu une hausse de 104 %. Avec des masses salariales qui ont forcément explosé - malgré la mise en place d'un « salary cap » (plafonnement qui est passé en 5 ans de 7,5 millions à 11,3 millions d'euros) - et qui re-

présente aujourd'hui près de 70 % des budgets des clubs. Deux explications à cela : le recrutement à prix d'or, avec des contrats à plus d'un million d'euros par an, de stars de la planète ovale (Dan Carter, Jonny Wilkinson puis Aaron Cruden ou Handré Pollard) et la mise en place du statut des Jiff (Joueurs issus des filières de formation), qui a artificiellement fait grimper le prix des joueurs français.

La DNACC (Direction nationale d'aide et de contrôle de gestion), le gendarme financier du rugby professionnel et fédéral en France, a récemment estimé que les clubs de Top14 et de ProD2 devraient procéder à une baisse des salaires de l'ordre de 30 % la saison prochaine afin d'absorber les conséquences de la crise. Un accord sur une baisse « maximale » des salaires de « 15 % pour les joueurs » et de « 20 % pour l'encadrement sportif » pour la saison prochaine a ainsi été accepté lundi au Castres Olympique.

De leur côté, plusieurs joueurs se sont déclarés d'accord pour faire des efforts. « Nous, rugbymen

professionnels, ne sommes pas les plus à plaindre, loin s'en faut. Tout le pays souffre et nous en sommes parfaitement conscients, a ainsi déclaré dans Midi Olympique l'ancien international de Montpellier, Louis Picamoles. Et que comme tous les Français, il y a pas mal de frustration pour savoir comment cela va se passer, comment va-t-on sortir de cette crise ? Je le répète, il n'y a aucune réticence à faire l'effort financier. » Prises de position similaires des Parisiens Yoann Maestri et Gaël Fickou ou du Clermontois Wesley Fofana.

Cette crise met le rugby professionnel face à la fuite en avant de son modèle économique. « Nous ne pouvons pas nier que nous vivons au-dessus de nos moyens. On ne peut pas nier que notre système n'est pas vertueux. C'est une réalité », avance Robins Tchale-Watchou.

Pierre-Yves Revol, président de Castres et ex-président de la Ligue nationale de rugby, prône, lui, une nouvelle baisse du « salary cap ». Pour arrêter la flambée des salaires et se mettre à l'abri de nouvelles secousses financières. Le rugby peut-il faire marche arrière ? ■



SVL VAIN THOMAS/AFP

30 %

Taux moyen de réduction des salaires recommandé par le gendarme financier du rugby professionnel

16 | LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité
par courriel : carnetdujour@media.figaro.fr
sur notre site : www.carnetdujour.lefigaro.fr
par téléphone : 01 56 52 27 27

Le Carnet du Jour vous accueille
 du lundi au vendredi de **9h à 13h** et de **14h à 18h**
 (excepté les jours fériés)
 et tous les dimanches de **9h à 13h**.

Retrouvez nos annonces sur :
www.carnetdujour.lefigaro.fr
www.dansnoscoeurs.fr

Tél Abonnements :
01 70 37 31 70

naissances

M. Lionel GUERIN
 et Mme, née Cristèle Favard,
 sont heureux de faire part
 de la naissance de

Gabriella

le 4 mai 2020.

deuils

Paris. Les Andelys (Eure).

Mme Claude Grégoire,
 née Dominique Bire,
 sa sœur,

M. Claude Grégoire,
 son beau-frère,

les familles Bire, Buisson,
 Fauvel, Dupuis, Grégoire,
 Denys, Griffon, Leseq,
 Pellerin, Perney et Ribot

ont la tristesse
 de faire part du décès du

général d'armée (2S)
Jean BIRE
 grand officier
 de la Légion d'honneur,
 grand croix
 de l'ordre national du Mérite,
 croix de guerre des TOE,

survenu le 3 mai 2020,
 dans sa 97^e année,
 à l'Hôtel national des Invalides,
 muni des sacrements
 de l'Église.

La cérémonie religieuse
 sera célébrée en la cathédrale
 Saint-Louis des Invalides,
 à Paris (7^e),
 dans l'intimité familiale,
 compte tenu des circonstances,
 le jeudi 14 mai, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu
 dans les mêmes conditions,
 le même jour, à 14 heures,
 au cimetière ancien
 des Andelys.

Le gouverneur des Invalides,
 le directeur,
 le président du Foyer,
 les pensionnaires
 et les bénévoles de

l'Institution nationale
 des Invalides

font part avec tristesse
 du décès du

général d'armée (2S)
Jean BIRE
 pensionnaire de l'Institution
 nationale des Invalides,
 grand officier
 de la Légion d'honneur,
 grand croix
 de l'ordre national du Mérite,
 croix de guerre des TOE,
 croix de la Valeur militaire.

Ils lui feront leurs adieux
 le jeudi 14 mai 2020,
 dans l'intimité.

Un souvenir inoubliable !
 Publiez l'annonce
 de sa naissance dans

LE FIGARO
 le carnet du jour



...et recevez
 Le Figaro gracieusement
 pendant 3 mois

Tél. 01 56 52 27 27
carnetdujour@media.figaro.fr

Corvol - l'Orgueilleux (Nièvre).

Les familles de
 Borne de Grandpré,

Emmanuel et Edith,
 François-Xavier,
 Christian et Isabelle,
 Philippe et Chantal,
 ses fils et belles-filles,
 Gwennelle,

Tanguy et Stéphanie,
 Typhaine et Jean-Marie,
 Thibaud,
 Juliette et Thilo,
 Anne et Nicolas,
 Hélène et Vincent,
 Caroline,
 Ségoène,
 ses 9 petits-enfants
 et leurs conjoints,

Malo et Arthus,
 Erwan et Anais,
 Rha,
 Emilie et Arthur,
 Suzanne et Thomas,
 Elio et Josepha,
 Luciane et Théophile,
 ses 13 arrière-petits-enfants,

font part du rappel à Dieu de

Anne-Marie
 de **BORNE de GRANDPRÉ**
 née Heulhader de Montigny,
 le 6 mai 2020, à l'âge de 98 ans.

La cérémonie religieuse
 sera célébrée en l'église
 de Corvol - l'Orgueilleux,
 le jeudi 14 mai, à 15 heures,
 en union de prières
 avec ceux qui devront
 hélas renoncer à venir.

Pornic. Lyon.

Danielle Blanc,
 sa fille,
 Sophie, Sylvain, Laurent,
 Maxime,
 ses petits-enfants,

ont la douleur
 de vous informer du décès de

Mme Hélène CHALLUMEAU

le 7 mai 2020,
 à l'âge de 98 ans, à Pornic.

En raison des circonstances
 actuelles, la cérémonie
 religieuse sera célébrée
 ultérieurement.

Rouen (Seine-Maritime).
 Chailley (Yonne).

Mme Stéphanie Chassang,
 née Napora, son épouse,
 Eric et Béatrice,
 ses enfants,
 Tosca, sa petite-fille,

ont la tristesse
 de vous faire part du décès de

M. Jean-Michel CHASSANG

le 4 mai 2020, dans sa 80^e année.

La cérémonie s'est déroulée
 dans l'intimité familiale,
 à Rouen, suivie de l'inhumation
 au cimetière de Chailley.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Jérôme et Véronique
 Chevillotte,
 Thibault et Marie Chevillotte,
 Lucile et Denis Mautroy,
 ses enfants,

ses petits-enfants,
 ses arrière-petits-enfants

ont la tristesse
 de vous faire part
 du rappel à Dieu de

Michèle CHEVILLOTTE
 née Deveaux,

le 2 mai 2020, à l'âge de 87 ans.

La cérémonie religieuse
 sera célébrée
 le mercredi 13 mai, à 11 heures,
 en l'église
 Notre-Dame-du-Chêne,
 à Viroflay.

L'inhumation aura lieu
 le jeudi 14 mai, à 11 heures,
 au cimetière Saint-Martin,
 à Brest.

En raison des conditions
 sanitaires,
 les obsèques se dérouleront
 dans la plus stricte intimité.

Ni fleurs ni couronnes.

27, avenue de Sully,
 92370 Chaville.

Maryste Daydé,
 son épouse,

Christine et Jean-Gabriel
 Anselme,
 Jocelyne et Patrice Descorps,
 Florence et Yannis Tsouderos,
 Kathleen de Champvallins,
 ses neveux et nièces,

Aurianne et Henri Kieffer,
 Jérôme Maubert
 et Antoine Kieffer,
 Karolina et Julien Tsouderos,
 Yeping et Simon Tsouderos,
 Sandrine Anselme,
 Géraldine et Jérôme Anselme,
 Béatrice et Olivier Descorps,
 Zulfiya Khismetova
 et Vincent Tsouderos,
 Laurence Descorps
 et Rémi Fournis,
 ses petits-neveux
 et petites-nièces,

Caroline Petit,
 sa belle-fille,

ont la tristesse
 de faire part du décès de

Hubert DAYDÉ

survenu à Vallauris,
 le 8 mai 2020,
 dans sa 94^e année.

Le général (2S) et Mme
 Pierre Dorlencourt,
 M. et Mme (†)
 Bernard Meteyer,
 M. et Mme
 Jean-François Dorlencourt,
 M. et Mme
 Hervé Dorlencourt,
 ses frères, sœur, beau-frère
 et belles-sœurs,

leurs enfants et petits-enfants

ont la tristesse de faire part
 du rappel à Dieu du

docteur
Michel DORLENCOURT

le 8 mai 2020.

La cérémonie religieuse aura
 lieu dans l'intimité familiale,
 ce mardi 12 mai, en l'église
 de Saint-Vaast-la-Hougue
 (Manche).

Une messe sera célébrée
 ultérieurement à Paris.

Mathias Hattu du Vêhu,
 son époux,
 Nicolas, Valentin
 et Hadrien Pham,
 Alix Hattu du Vêhu,
 ses enfants,
 Christiane Ducoüder,
 sa mère,
 toute sa famille
 et sa belle-famille

ont la douleur
 de faire part du décès de

Isabelle DUCOÜDERT

survenu le 6 mai 2020.

La cérémonie religieuse
 sera célébrée en l'église
 Saint-Pierre-ès-Liens,
 à Étagnac (Charente),
 le samedi 16 mai 2020, à 14 h 30.

Jacqueline Fayolle,
 son épouse,
 Laurent et Fabienne Fayolle,
 Albane Fayolle
 et Nicolas Arnould,
 Sylvain et Jacqueline Fayolle,
 Raphaël Fayolle
 et Cécile Antoine,
 ses enfants,
 Hugo Caterin Fayolle,
 Sasha Taïoubon,
 Juliette Fayolle,
 Louise Fayolle,
 Augustin Fayolle,
 ses petits-enfants,
 toute la famille Petrex-Sabarot

ont la très grande douleur
 de vous faire part du décès de

M. Robert FAYOLLE
 ancien
 président-directeur général
 de SV & GM Santé,
 consultant d'entreprises,

survenu à Vals-près-le-Puy
 (Haute-Loire),
 le 7 mai 2020, à l'âge de 84 ans.

Mme Jean Gaumet,
 son épouse,
 ses enfants et petits-enfants

ont la douleur
 de vous faire part du décès de

Jean GAUMET

survenu le 30 avril 2020,
 dans sa 85^e année.

La cérémonie religieuse
 sera célébrée le jeudi 14 mai,
 à 14 h 30, en l'église
 Notre-Dame-d'Auteuil,
 à Paris (16^e),
 suivie de l'inhumation auprès
 de son fils Pierre au cimetière
 intercommunal de Clamart.

La famille tient à remercier
 le docteur Le Quintrec et
 le personnel de l'unité Molier
 de l'hôpital Sainte-Périne,
 à Paris, pour leur dévouement
 et leur humanité
 ainsi que Karima et Dody.

Vannes. Boulogne-Billancourt.
 Vendôme.

Mme Jean Gloux (†),
 née Marie-Thérèse Massiot,
 son épouse,

Véronique et Philippe Marcot,
 Annaïck et Patrick Auzanneau,
 le capitaine de frégate (e.r.)
 Hervé Gloux et Sylvie,
 ses enfants,
 ses petits-enfants,
 ses arrière-petits-enfants,

les familles Elbaz, Leguyader
 et Quintin

ont la tristesse
 de faire part du décès du

général de brigade (2S)
Jean GLOUX
 chevalier
 de la Légion d'honneur,
 officier
 de l'ordre national du Mérite,

survenu le 7 mai 2020,
 dans sa 90^e année.

La cérémonie religieuse
 sera célébrée
 par le père Raphaël d'Anselme,
 le mercredi 13 mai, à 14 h 30,
 en l'église Saint-Patrick,
 à Vannes,
 suivie de l'inhumation
 au cimetière de Boismoreau,
 à Vannes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Gilbert et Valérie Levitt,
 Laurence et Didier Seligmann,
 ses petits-enfants
 et arrière-petits-enfants

ont la tristesse
 de faire part du décès de

Jacqueline LEVITT
 née Fuchs,

survenu le 10 mai 2020,
 dans sa 94^e année.

La cérémonie aura lieu
 au cimetière ancien
 de Neuilly-sur-Seine,
 dans la plus stricte intimité.

levittjacqueline@gmail.com

Limoges.

Le docteur Philippe Maillasson,
 son époux,
 Florence et Frédéric Lheureux,
 Béatrice Maillasson,
 ses enfants,
 Louise Augereau-Maillasson,
 sa petite-fille,
 Jean-Paul,
 son frère,
 Eliane Fixe

ont la tristesse
 de vous faire part du décès de

Mme Françoise MAILLASSON

Les obsèques ont eu lieu
 dans l'intimité familiale,
 le 11 mai 2020.

La famille remercie
 toutes les personnes
 qui s'associeront à sa peine.

Laurent et Fanny Méjane

ont la tristesse
 de vous faire part du décès de

Joséphine et Christian
MÉJANE

leur grand-mère et leur père
 adorés,

survenu le 28 avril 2020.

Paris (16^e).

Marie-Claude Payrau,
 son épouse,

Emmanuelle Payrau,
 sa fille, et son époux
 Jean-Philippe Sorba,
 Wladimir et Maud Sorba,
 ses petits-enfants,

Bernard Payrau,
 son frère, et son épouse
 Christine Payrau,

ont la douleur
 de faire part du décès de

Jean-Pierre PAYRAU
 expert-comptable
 et commissaire aux comptes
 honoraire,
 président d'honneur
 des experts-comptables de Paris,
 ancien conseiller de Paris,
 chevalier
 de l'ordre national du Mérite,
 croix de la Valeur militaire
 avec étoile d'argent,

survenu le 8 mai 2020,
 à l'âge de 83 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse
 sera célébrée en l'église
 Notre-Dame-de-Grâce-
 de-Passy, à Paris (16^e),
 dans l'intimité familiale.

Une célébration in memoriam
 aura lieu ultérieurement
 en raison des circonstances
 actuelles.

Louis Guillaume et Sophie
 du Quesnoy,
 son fils et sa belle-fille,

Agathe et Eugénie,
 ses petites-filles,

ont la tristesse
 de vous faire part
 du rappel à Dieu du

baron du QUESNOY
 croix du combattant
 volontaire AFN,
 chevalier du Mérite agricole,

le mercredi 6 mai 2020,
 à l'âge de 85 ans, muni
 des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse
 sera célébrée en l'église
 de Canchy (Somme),
 dans la plus stricte intimité
 familiale,
 suivie de l'inhumation
 au cimetière du Père-Lachaise,
 Paris (20^e).

Compte tenu des circonstances
 une messe de neuvaine
 sera célébrée ultérieurement.

Éléonore, Aude et Romain,
 ses enfants,
 Isabelle Hervy, leur mère,

Claude, Jacques-Philippe,
 Véronique, Yves, Jean-Pierre
 et Stéphanie
 Rousselot de Saint-Céran,
 ses frères et sœurs,
 leurs conjoints et leurs enfants

ont l'immense tristesse
 de vous faire part du décès de

Henri ROUSSELLOT
 de SAINT-CÉRAN

survenu le 29 avril 2020,
 dans sa 67^e année.

Un office religieux aura lieu
 le jeudi 14 mai 2020,
 à 10 heures, en l'église
 Saint-Pierre-Saint-Paul
 de Rueil-Malmaison,
 suivi de la crémation au
 funéraire du Mont-Valérien,
 en huis clos, en application
 des dispositions
 gouvernementales en vigueur.

Vos témoignages d'amitié
 pourront être déposés
 à l'église de Rueil-Malmaison
 (Hauts-de-Seine).

Mlle Marie-Laure
 de Taffanel de La Jonquièrre,
 sa sœur,
 la vicomtesse
 Clément-Philippe
 de Taffanel de La Jonquièrre,
 son frère et sa belle-sœur,
 ses neveux et nièces

ont la tristesse
 de vous faire part du décès de

Alix de TAFFANEL
 de LA JONQUIÈRE

le 6 mai 2020,
 dans sa 66^e année, munie
 des sacrements de l'Église.

Une bénédiction,
 suivie de l'inhumation,
 a eu lieu le lundi 11 mai,
 dans l'intimité familiale,
 à Guitalens (Tarn).

3, avenue
 du Général-Balfourier,
 75016 Paris.
 50, rue de Bassano, 75008 Paris.

remerciements

Compiègne.

Les familles Dedieu,
 Moquet, Morel
 et apparentées,

profondément touchées
 des nombreuses marques
 de sympathie et de réconfort
 qui leur ont été témoignées,
 lors des obsèques de

Mme Nicole MOQUET

remercient toutes les personnes
 qui ont pris part à leur peine
 par leur présence, leur soutien,
 leurs prières, leurs envois
 de fleurs et messages
 de condoléances.

souvenirs

Il y a cinq ans, le 12 mai 2015,

Jean CASTARÈDE

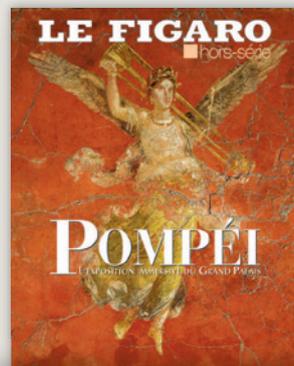
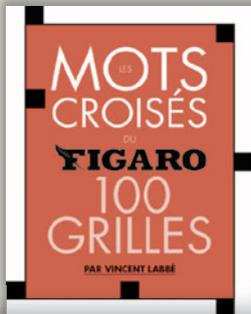
nous quittait.

En ces temps troublés,
 son humour, son courage
 et sa force de vie
 nous manquent.

De là-haut, il nous protège.

Marie-France, Florence,
 Antoine, Thibaut.

Les éditions du Figaro En vente actuellement



Pourquoi l'Europe n'a pas trouvé en elle les ressources pour juguler la pandémie

Sil'inquiétude «virale» s'est aussi rapidement étendue, c'est parce que nous nous trouvons dans une condition politique nouvelle, que désigne l'expression «fin de l'histoire». Beaucoup devraient s'en souvenir, en 1957 et en 1968, la grippe a fait en France de nombreuses victimes, mais des inquiétudes et des passions de nature politique avaient alors priorité. Depuis que les grandes questions politiques sont dites fermées, nous n'avons plus d'autre but commun que la protection et la satisfaction des individus, objectif dont l'unicité s'est imposée à bas bruit, par défaut, validé par l'allongement de la vie. La menace du Covid-19 jette le désarroi parce qu'elle dément un projet et une croyance autour desquels l'idéologie de l'époque s'est organisée.

L'idéologie aujourd'hui prise en défaut est à deux branches, indissociables selon de bons auteurs mais qui se présentent séparément à notre attention : l'individualisme et l'universalisme. Deux faces de la même médaille, deux manières de refuser toute identité, toute structure partielle. Bien qu'il ne corresponde pas à la vue que nous avons spontanément du monde, le pari mondialiste s'est imposé ces dernières décennies, quand le «marché global» a semblé lui donner corps. On affirme actuellement qu'il faut le reconsidérer, un tel retournement est-il possible ?

Quant à l'autre face de la médaille, la face individualiste, elle est plus ancrée dans la mentalité commune que le mondialisme, qui reste une utopie élitiste. Elle exprime la conviction que rien ne vaut plus que nos vies, ce qui porte à voir la mort comme

un appendice de la vie sans signification propre. L'expression «fin de vie» qui s'est imposée, est révélatrice. Elle l'est encore plus quand on affirme que cette fin doit advenir «dans la dignité». La demande d'euthanasie

correspond à cette idée d'un point final dont tout le sens tient à ce qui précède. Si les morts solitaires dans les services de réanimation et les Ehpad ont démenti ce qu'il y a d'euphorique dans une vision sécularisée de la «bonne mort», elles n'ont pas pour autant défilé le lien exclusif qui fait de la mort une dépendance de la vie. Les plaintes, les protestations qui ont suivi les départs «sans adieu», parmi les tuyaux et les tubes, conduisent rituellement à la même question : peut-on dans ces conditions «faire son deuil» ? On admet que la séparation peut être douloureuse mais

L'humanité faite de plus de morts que de vivants, c'était, il y a peu, une évidence. Or en Occident, l'autorité de l'antérieur a été submergée par la montée de l'autonomie. Nous voilà sans contacts avec les hommes et les mondes d'avant,

on la voit toujours comme totale, puisqu'il n'y a pas de lieu de rencontre entre les vivants et ceux qui les ont précédés. On s'inquiète du «mourir», du mauvais moment à passer, et non de la mort qui s'ensuit. Il n'y a pour nous d'ontologie que de la vie.

L'humanité faite de plus de morts que de vivants, c'était, il y a peu, une évidence. La tendance actuelle est au contraire à exclure les morts de l'humanité, du moins en tant que celle-ci est active et délibérante. Pour notre humanité, le passé est un matériau et non un partenaire. Cette attitude s'est affirmée peu à peu à partir de la situation inverse où prévalait la loi immuable des ancêtres. En Occident, l'autorité de l'antérieur a été submergée par la montée de l'autonomie. Les paroles ultimes de l'ancêtre «sentant sa mort prochaine», les sages conseils distribués par testament ont été chez nous les dernières expressions du monde de l'hétéronomie et de l'immuable.

Le silence imposé au mourant en perte de majesté, nous laisse à la fois libérés et appauvris, sans moyens, faute de contacts

avec les hommes et les mondes d'avant, de prendre aucune distance avec l'activisme dans la production et la consommation. Nous sommes dans une humanité «réduite aux acquets», héritant matériellement de gens dont les valeurs et les soucis suscitent à peine notre curiosité. Marx a donné la formule de ce positionnement : les hommes font leur propre histoire, mais ils ne savent pas quelle histoire ils font : puisqu'ils agissent à l'aveugle, seul compte le résultat de leur action. Ce mépris pour les contingences de la création est un trait général de notre modernité extrême, il explique par exemple l'allégresse avec quoi on imagine de détacher l'apparition de l'enfant et l'union sexuelle. Évoquer le «parent d'intention» par exemple, c'est montrer de quel survol du réel nous sommes devenus capables.

À quoi on peut opposer la complexité des rapports de chacun avec son père et sa mère. Dans le cadre de la famille qui nous réunit d'abord avec eux, ces relations ne peuvent être que troublées d'un côté par les projections et appropriations, de l'autre par l'impatience de couper le cordon et de tuer le père. C'est après la mort, dans le travail du souvenir, que ces relations deviennent égalitaires : jeu de questions, de regrets, de résurgences inattendues, engendrés par le sentiment qu'était incomplet ce qui a été d'abord vécu. C'est dans le souvenir, que s'ouvre la voie de la sagesse et de l'invention, d'autant plus féconde qu'on reconnaît le biographique comme une simple essence.

La fin du culte des ancêtres ne signifie pas nécessairement rupture individualiste ou universalisme par oubli. Dans un contexte d'égalité peut se développer grâce à l'écart générationnel, un échange où la compréhension de ceux qui ont précédé est la voie de l'invention de soi, donc de l'ouverture de l'histoire

aux personnes comme aux peuples.

Si la réduction de la famille au jeu des droits et des désirs individuels est une voie stérile parce qu'irréaliste, il en va de même de l'idée symétrique (l'individualisme et l'universalisme disent font la paire) d'une dissolution des peuples dans la mondialité juridique et commerciale. Dans la crise présente, il s'est avéré que, même dans le cadre de l'Europe, les communautés civiques ont réagi différemment, ont manifesté des différences essentielles. Ce qui dément le fatalisme unificateur auquel les élites occidentales se sont vouées.

C'est pourquoi la renaissance, ou la renaissance, attendue ne peut être dissociée d'une réforme de notre conscience historique et anthropologique au profit d'une humanité féconde, composant un entrelacs productif. Ce dont les indications ne manquent pas dans notre patrimoine.

L'hagiographie catholique associe des vocations singulières, opposées parfois comme celles de Pierre et de Paul, des esquisses rapportées à la descente de Dieu dans la particularité, à travers Jésus de Nazareth. L'histoire de la littérature, en particulier celle des grandes créations, résonne de résurgences, souvent après oubli : Ésope et La Fontaine, Shakespeare et Hugo, Montaigne et Pascal, Augustin et Rousseau...

En politique, même une période où il a fallu prendre parti comme celle du pétainisme, de la France libre et de la Résistance montre, si on n'y voit pas une occasion de prêcher, qu'à côté de tels héros, il y a eu des déterminations tardives et des impasses tragiques qui ont pu se froter et s'éclairer réciproquement. Faite d'actions personnelles, l'histoire n'avance pas en cadence, ce pour quoi elle est indication autant qu'inscription, sans que nous en apercevions la fin. À la différence de la Chine totalitaire et de l'Orient confucianiste, l'Europe n'a pas trouvé chez elle les ressources pour affronter la pandémie virale. Sans doute les avait-elle précédemment occultées et délaissées, grise qu'elle était par une hypermodernité utopique, fataliste et sans ancrage.

* Ancien président de l'Amitié judéo-chrétienne.



PAUL THIBAUD

Dans une magnifique réflexion, le philosophe, ancien directeur de la revue «Esprit», s'interroge sur le lien entre l'individualisme occidental qui s'estime délivré de toute dette envers notre passé familial et collectif et le lourd bilan de la crise sanitaire dans la plupart des pays d'Europe et aux États-Unis.

Nous ne sommes pas des prisonniers en liberté conditionnelle !

Les menaces de renvoyer les Français chez eux s'ils ne se tiennent pas à carreau pendant le déconfinement m'ont rappelés le surveillant général du pensionnat de ma jeunesse qui, armé de son lacet de cuir pendant à son troussseau de clés, hantait les couloirs à la recherche de ceux qui ne dormaient pas bien sagement dans leur lit.

Nous avons subi depuis le 17 mars une période qui fera tristement date dans l'histoire de notre pays sur le terrain des libertés publiques. Chacun de ces 55 jours pendant lesquels nous aurons été privés de notre liberté d'aller et venir, de notre liberté d'entreprendre, a été un jour de trop.

Le confinement n'est pas le résultat direct de l'épidémie ; il est la réponse qu'appelle l'impréparation de l'État devant cette crise sanitaire. Cette impréparation est la cause, indirecte mais indéniable, des faillites en chaîne, de la ruine, du chômage, des drames personnels, de la misère et de l'instabilité sociale qui naîtront de la crise économique qu'aura créée le confinement.

Nombre d'acteurs du secteur privé, considérablement plus touché par cette crise que les fonctionnaires si l'on excepte les combattants courageux du secteur hospitalier, verront le travail de vies entières anéanti.

La mise en œuvre concrète des mesures d'aide annoncées par le président de la République

n'a pas du tout été à la hauteur des annonces (chômage partiel, PGE), et comme cela était prévisible, des passagers clandestins s'y sont introduits (conditions sur la localisation fiscale, les dividendes, la relocalisation industrielle, etc.).

Il n'est pas admissible que non content d'avoir précipité les citoyens dans ce gouffre, le gouvernement pose des conditions comportementales dignes des consignes d'un surveillant de collège pour les en sortir et ne pas les y jeter à nouveau.

Le gouvernement n'aurait jamais dû avoir les pouvoirs inouïs qu'il a saisis grâce à cette crise. Avec le fil à retarder que ce peuple indiscipliné leur a donné depuis des mois («gilets jaunes», grèves des transports publics, manifestations diverses), il est explicable, mais regrettable, que les pouvoirs publics soient réticents à perdre cette pause sociale providentielle obtenue en clamourant sur le pays.

Au lieu d'avoir comme préoccupation première de rendre le plus vite possible leurs libertés fondamentales aux Français, c'est la traçabilité forcée (la clause de volontariat est une taufferie) de nos allers et venues et de notre état de santé qui nous est annoncée (pas de confinement sans traçage à la sortie, ose dire Olivier Véran), et désormais, c'est le retour fissa à la niche si le gouvernement estime que nous nous comportons mal, c'est-à-dire si nous osons jouir des libertés publiques dont nous avons été privés.

Nous ne pouvons pas être mis, à partir du 11 mai, dans la situation d'un prisonnier en liberté conditionnelle. Nous ne sommes pas

des prisonniers en fin de peine : nous sommes par principe libres. Sortir de chez nous n'est pas une faveur qu'il nous faut convaincre l'État de nous accorder : l'État nous doit cette liberté, il nous la doit tout le temps, du 1^{er} janvier au 31 décembre, il n'a pas de justification sinon.

Les fonctionnaires n'ont pas forcément ces préoccupations mais les hommes et les femmes du secteur privé ne peuvent pas reprendre l'activité économique, tenter de redresser leur commerce, de relancer leur restaurant, de rouvrir leur hôtel, en étant sous la menace

Répondre à cette crise sanitaire par l'ancêtrement des libertés publiques est plus simple que de travailler à enfin doter le pays des dispositifs préventifs et de soin dont l'insuffisance a précipité ce drame ; mais est-ce seulement cette réponse-là que nous sommes en droit d'attendre des pouvoirs publics après deux mois de confinement ?

Pour quelle raison, si l'épidémie reprenait de la vigueur dans quelque temps, le pays ne disposerait-il toujours pas des moyens sanitaires adaptés à la situation et notre gouvernement n'aurait-il que le désastre d'un nouveau

confinement à proposer comme solution ?

Au lieu de voir sortir en ce moment des circulaires déliantes, véritable concours Lépine de la technocratie, sur les mesures

impraticables dont devraient s'équiper administrations, entreprises et écoles, c'est d'un renforcement des capacités hospitalières du pays, pour qu'elles soient cette fois à la hauteur du risque, qu'on aimerait plutôt être informés et entendre nos dirigeants jurer, à propos du confinement, au lieu de nous en menacer à nouveau, «plus jamais ça !».

Ces menaces donnent l'impression d'un gouvernement toujours dépassé par les événements après quatre mois de crise. Le sentiment que ces propos inspirent est désastreux. Pour réussir le déconfinement c'est la confiance qu'il faut inspirer, surtout pas la peur.



DOMINIQUE BOMPPOINT

Sortir de chez nous n'est pas une faveur qu'il nous faut convaincre l'État de nous accorder. C'est une liberté que l'État nous doit, s'irrite l'avocat à la Cour.



CHRONIQUE
Renaud Girard
rgirard@lefigaro.fr

Attention, l'Allemagne ne paiera pas !

« L'Allemagne paiera ! » C'est sur ce slogan que le Bloc national a fondé sa campagne pour les législatives du 16 novembre 1919. Après sa large victoire électorale, cette coalition, croyant en sa propre propagande, comptant sur un paiement prochain par l'Allemagne de ses réparations de guerre, se mit à multiplier les dépenses publiques, financées davantage par l'emprunt que par l'impôt. Mais sur les 85 milliards de francs - or qu'elle devait à la France, l'Allemagne, soutenue diplomatiquement par les États-Unis, ne paiera finalement que 5 milliards. En France, l'accroissement de la dette publique et de la monnaie en circulation

engendra une inflation considérable. Le franc Poincaré soldera cette affaire : le 25 juin 1928, le gouvernement français dévalua le franc Germinal des quatre cinquièmes de sa valeur. Aujourd'hui, la pagaille règne à nouveau dans nos finances publiques. Mais l'Allemagne n'en est absolument plus responsable. Elle ne nous a pas agressés militairement comme en août 1914 ; elle ne nous a pas forcés à un gigantesque sacrifice humain, à un effort industriel d'armement sans précédent. Au début des années 1990, nous avons supplié les Allemands de faire monnaie commune avec nous. Ils étaient réticents, car attachés à un principe économique simple : les dépenses de l'État doivent être financées par ses recettes. Ils étaient

(et sont toujours) allergiques aux déficits publics. Profitant du fait qu'ils avaient à absorber les territoires à moitié ruinés de l'ex-Allemagne de l'Est, nous leur avons fait admettre que, pour financer les infrastructures, certains déficits publics pouvaient être passagèrement tolérés. Mais nous avons promis qu'en tout état de cause, ils ne devraient jamais excéder une limite de 3 % du PIB annuel et que la dette publique ne devrait jamais dépasser les 60 %. Ce sont les critères du traité de Maastricht (7 février 1992).

Avant la crise du coronavirus, l'Allemagne et la France enregistreraient déjà un grand écart financier : celle-ci n'arrivait toujours pas à revenir en dessous des 3 % de déficit budgétaire pour l'année 2019, tandis que celle-là connaissait un excédent de 1,5 %. La dette allemande était passée en dessous des 60 %, tandis que la nôtre dépassait les 100 %. Au cours des deux dernières décennies, l'Allemagne a consacré son endettement à transformer ses Länder de l'Est et à investir dans ses infrastructures publiques. Son système sanitaire est visiblement bien supérieur au nôtre puisque les Allemands ont eu, proportionnellement, quatre fois moins de morts que nous dans la pandémie. Chez nous, l'endettement public a surtout été utilisé par les gouvernements successifs pour financer la « paix sociale ». Après avoir rêvé d'une France sans usine où les horaires des loisirs l'emporteraient sur ceux du travail, nous nous sommes retrouvés avec moins de richesses produites, davantage de chômage, un État-nounou de plus en plus dépensier (de surcroît mal géré). Il a suffi que quelques voyous vandalisent l'Arc de triomphe en décembre 2018 pour qu'on distribue aux « gilets jaunes », malheureuses victimes de la

désindustrialisation du pays, plus de dix milliards d'euros, comme si on pouvait jeter de l'argent d'un hélicoptère.

Depuis que Milton Friedman a inventé l'expression en 1969, l'hélicoptère monétaire est un concept économique magique, où la Banque centrale achète systématiquement les bons du Trésor émis par l'État, quitte à rayer ensuite cette création de ses comptes. Le problème est que les Allemands croient toujours à la magie en musique, mais pas en économie. Ils ont accepté que la Banque centrale européenne de Francfort consente un effort exceptionnel face à cette pandémie exceptionnelle venue de Chine. La BCE s'est dotée d'un programme dérogatoire de rachat de dette publique et privé à hauteur de 750 milliards d'euros. Mais ils n'accepteront jamais que les États du sud de la zone euro (qu'ils qualifient du joli nom français de « Club Méditerranée ») continuent à financer par la dette ou par la création monétaire les déficits de leur État-providence.

Aux États-Unis, les riches de Californie acceptent de payer pour les pauvres de Pennsylvanie. L'Europe est différente. Elle est fédérale, pas fédérale. Les États du Nord estiment que les États du Sud doivent se prendre en charge et veiller à ne pas vivre au-dessus de leurs moyens.

Se répan en France l'idée que le carnet de chèques de l'État est inépuisable. Qu'il peut indéfiniment payer pour les émeutes, les grèves, les confinements et autres interruptions d'activité. C'est faux ! La France est confrontée aujourd'hui à un choix clair : retrouver le sens du devoir, du travail et de la responsabilité qui a fait sa prospérité des années 1945-1980, ou bien divorcer de l'Europe du Nord, pour disparaître gentiment à l'ombre des palmiers du Club Méditerranée.

100 000 citations et proverbes sur evene.fr

ENTRE GUILLEMETS

12 mai 1776: disgrâce de Turgot, contrôleur général des finances. ANTOINE GRAINCOURT/JOSSE/LEEMAGE



Lettre programme à Louis XVI, 24 août 1774

Point de banqueroute ni avouée ni masquée.
Point d'augmentation d'impositions.
Point d'emprunt

La Hongrie n'est en rien devenue une dictature

Il y a quelque chose à la fois d'incompréhensible et d'indécant dans le traitement réservé à la Hongrie dans le discours public - honneur aux trop rares exceptions - depuis l'apparition de la crise du coronavirus. Incompréhensible, parce qu'il semble impossible d'enrayer la progression de la conviction selon laquelle les mesures d'exception adoptées par la Hongrie - à l'instar de pratiquement tous les États membres de l'Union européenne - pour lutter contre la pandémie constitueraient la pire menace de l'heure non seulement pour la démocratie, mais aussi pour l'Europe et le monde entier. On croit rêver.

Le gouvernement hongrois et ses représentants ont beau s'époumoner à expliquer qu'il n'en est rien, que ces mesures ne donnent pas de « pleins pouvoirs illimités » (sic) au gouvernement, que le Parlement n'est pas dissous, et qu'il continue même de siéger, de débattre et de contrôler, que c'est lui et lui seul qui peut mettre fin à l'état d'urgence, que les prochaines élections législatives ne sont pas annulées, que la Cour constitutionnelle est bien en place, que les journalistes critiques vis-à-vis du gouvernement ne seront pas jetés en prison (si c'était le cas, il n'en serait pas beaucoup en liberté), qu'aucune disposition de droit communautaire n'est violée, rien n'y fait. La Hongrie

est devenue une dictature, qu'on se le dise, et surtout, qu'on n'ait pas le front de le tester. Qu'il y ait des malades, qu'il y ait des morts du Covid-19 en Hongrie ne semble pas intéresser les défenseurs de la démocratie.

Une telle obstination est stupéfiante. L'on a affaire à des sourds et à des aveugles, qu'il n'est pas politiquement correct de vouloir déromper. C'est là

Le Parlement continue de débattre et de contrôler. La Cour constitutionnelle est en place.

Les journalistes sont libres. Aucune disposition de droit communautaire n'est violée

raison pour laquelle cette surdité et cette cécité se propagent avec une telle capillarité. Que ce soit du fait des « calomnieux primaires » qui savent parfaitement ce qu'ils font, ou de la longue cohorte des « suiveurs » qui, par psittacisme, croient bien faire en copiant-collant ce qu'ils entendent des premiers sans avoir ni le temps ni l'envie de vérifier. Ces derniers sont - si l'on veut faire preuve de beaucoup de bonne volonté - excusables, encore qu'ils contribuent objectivement à la propagation de la désinformation. Mais ceux qui le sont moins, ce sont les premiers, ceux qui ne peuvent pas ne pas savoir, en leur for intérieur, que ce qu'ils affirment est au pire faux, au mieux délibérément déformé. Leur responsabilité morale est écrasante.

Tout cela est effectivement incompréhensible, sauf à considérer que la défense de la démocratie passe

par la manipulation de l'information et le procès d'intention.

Mais c'est aussi indécant. Car de quoi parle-t-on ? De la protection contre un virus sur lequel, de l'aveu unanime, personne ne sait rien et vis-à-vis duquel tout le monde tâtonne en essayant de prendre les mesures que chacun estime appropriées en fonction de la communauté nationale dont

il a la charge et de l'évolution de la pandémie sur son territoire. Et de quoi s'occupe-t-on ? De penser à prononcer un seul mot de compassion pour les malades et les morts

hongrois ? Je ne l'ai pas entendu. Au lieu de cela, on nourrit la psychose d'une aussi intolérable qu'imaginable atteinte à la démocratie. Ce débat restera comme la honte de ceux qui s'y adonnent. Les soignants et les médecins français ratiocinent - ils du matin jusqu'au soir sur la démocratie à l'hôpital ? Non. Ils font leur métier, et même plus, le nez sur le guidon, du matin jusqu'au soir et même du soir jusqu'au matin, dans des conditions incroyablement difficiles qui forcent l'admiration. C'est pour cela que nous les applaudissons tous les soirs. Leur professionnalisme et leur dévouement n'ont, hélas, pas empêché la France d'être, à l'heure où j'écris, le pays des vingt-cinq mille morts. La Hongrie en compte, toujours à l'heure où j'écris, soixante-dix fois moins. Aura-t-on un jour le courage d'applaudir la Hongrie ?

FIGAROVox

... DÉCONFINEMENT

- « N'exigeons pas de l'État qu'il nous préserve indéfiniment de tout risque », par Adrien Louis, philosophe.

- « Quand la CGT réclame une dangereuse judiciarisation de la vie publique » : la chronique de Gilles-William Goldnadel.

- la fermeture des lieux de convivialité : une atteinte excessive aux libertés ? Entretien avec les avocats Clarisse Sand, Frédéric Niel et David Guyon.

... QUELLE DOCTRINE POUR LR ?

« Arrêtons la confusion entre socialisme et social, et entre étatisme et État », par le maire (LR) de Lèves Rémi Martial.



FABEN CLAREFOND

GEORGES KAROLYI

Selon l'ambassadeur de Hongrie en France, « l'état d'urgence sanitaire » adopté à Budapest, qui suscite de vives critiques, est comparable aux mesures d'exception décidées par la plupart des gouvernements européens pour endiguer le virus.

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95%)
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Olivier Dassault, Thierry Dassault, Olivier Costa de Beauregard, Benoit Habert, Bernard Monassier, Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président
Charles Edelstenne
Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capele (Economie), Laurence de Charette (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, So Figaro), Anne Huet-Wullemme (Edition, Photo, Révision),

Philippe Gélle (International), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Figaroscope, Télévision), Yves Theard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences), Vincent Trémolet de Villers (Politique, Société, Débats Opinions)

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican
Directeur de la diversification éditoriale
Pierre Doncieux

FIGAROMEDIAS
9, rue Pilet-Wil, 75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurélien Demont
Direction, administration, rédaction
14, boulevard Haussmann
75438 Paris Cedex 09
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
Ecoprint, Casablanca Maroc. ISSN 0152-5852
Commission paritaire n° 0421 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h ;
sam. de 8h à 15h au 01 70 37 31 70, Fax : 01 55 96 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club : 459 € ; Semaine : 319 €, Week-end premium : 260 €
Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : France. Taux de fibres recyclées : 100%. Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'écocert européen sous le numéro FI 37/01. **Eutroplastation** : Ptot. 0,009 kg/tonne de papier.



Nicolas Rousselet, patron en mouvement

SUCCÈS Le PDG du groupe Rousselet veut relancer l'activité de ses taxis, en assurant leur sécurité sanitaire et en accélérant le «verdissement» de sa flotte.



Véronique Guillermand
@vguillermand

C'est un flash-back du «monde d'avant». Telle une pop star, Nicolas Rousselet a fait la fête avec son public, le 29 février dernier, au Zénith de Paris. Comme tous les deux ans, le PDG du groupe Rousselet (ex-G7) avait convié la communauté des taxis à se réunir. Une façon de se compter, de partager les expériences et de mesurer l'espace reconquis après l'onde de choc créée par l'irruption d'Uber et des VTC en France, en 2011. C'était avant que l'épidémie de Covid-19 ne déferle. Quelques jours après cette grand-messe joyeuse, le confinement a été déclaré en France. Du jour au lendemain, l'activité des taxis G7 s'est effondrée de 90%. «Après le Zénith, pour la grande famille des taxis, c'est l'épreuve de vérité. Lorsqu'on est confronté à une crise, et cette crise est inédite, il ne faut pas paniquer et revenir aux fondamentaux», affirme Nicolas Rousselet. «Je ne t'ai jamais vu stressé. Il sait mettre de la distance entre lui et les événements. Il ne se laisse pas submerger», témoigne son ami Matthias Leridon, président du cabinet de conseils Tilder.

Alors que le pays entame un déconfinement prudent, Nicolas Rousselet a anticipé. Très vite, dès la mi-mars, il a pris des décisions pour préserver la trésorerie des chauffeurs G7, notamment en suspendant ou en réduisant la redevance radio, qui les met en relation avec les clients. Il a reçu le soutien du pétrolier Total qui a décidé de repousser les factures carburant. Les chauffeurs bénéficient aussi du soutien de l'État sous la forme d'une aide de 1500 euros destinés aux indépendants. Le patron de la G7 garde le lien avec la communauté des taxis, via un message vidéo hebdomadaire.

L'entreprise participe à «l'effort de guerre» en proposant à l'AP-HP, déjà cliente de ses services, de transporter le personnel hospitalier, à prix coûtant. «Nous réalisons 3000 trajets par jour, rien qu'à Paris. Les chauffeurs, tous volontaires, se sont mobilisés et montrés solidaires», souligne Nicolas Rousselet. Dans le même temps, il s'est démené afin de trouver des solutions pour rassurer et protéger les taxis et leurs clients. Il a reçu le soutien de la région Île-de-France. «Je remercie Valérie Péresse, sa présidente, qui nous a offert 30000 masques. Nous en avons redistribué 10000 à d'autres taxis non-membres de la G7. Dans ces circonstances exceptionnelles, nous devons faire preuve de solidarité», poursuit-il. L'entreprise fournit du gel hydroalcoolique et forme les taxis aux gestes barrières. Le groupe prévoit d'équiper 2000 taxis de bâches souples de séparation entre le chauffeur et le client, cela afin d'assurer la sécurité sanitaire à bord des voitures. Un mouvement appelé à se généraliser à toute la flotte. «Nous incitons nos clients à privilégier le règlement dématérialisé, via l'application G7 Connect», précise Nicolas Rousselet. Un webinar est prévu le 18 mai prochain avec les chauffeurs afin de rappeler les consignes sanitaires et les étapes à franchir afin d'assurer la reprise progressive de l'activité. À ce jour, la moitié des 9000 taxis affiliés à la G7 sont sur le pont. «Nous réalisons en moyenne 15000 courses par jour, soit 40% de notre activité un an plus tôt à la même époque», souligne le PDG.

Des «taxis verts, connectés et humains»

Nicolas Rousselet se dit confiant dans la capacité des taxis de se relancer. Il en est certain : les taxis auront toute leur place dans le «monde d'après», aux côtés des vélos et trottinettes, dans l'espace urbain. Selon un sondage réalisé auprès de 200 de ses clients habituels, 96% d'entre eux estiment que le taxi est un moyen de transport bien plus sécurisé que les transports en commun et qu'il évite de prendre la voiture personnelle. Selon Nicolas Rousselet, la crise du Covid-19 va rebattre les cartes sur le marché du taxi. Des faillites de petites sociétés de VTC ne sont pas exclues. Dans ce contexte, le taxi réaffirme ses fondamentaux : le professionnalisme, la sécurité et la transparence avec des tarifs réglementés par l'État. Face à Uber et à la concurrence féroce des VTC, les taxis ont déjà fait leur révolution. Le taxi ronchon «à la papa» en situation de quasi-monopole, c'est fini. Clin d'œil historique pour la G7, qui, elle aussi, fut actrice de la «disruption» d'un marché établi au début du siècle dernier. «L'entreprise,



«Aujourd'hui, à l'excellence et l'impératif d'un bon rapport qualité-prix, s'ajoute l'excellence sanitaire», confie Nicolas Rousselet.

née en 1905, a été visionnaire en anticipant que la voiture thermique rendrait obsolète l'hippomobile, rappelle Nicolas Rousselet. Aujourd'hui, à l'excellence et l'impératif d'un bon rapport qualité-prix, s'ajoute l'excellence sanitaire», résume-t-il. Mais aussi écologique. En ces temps de déconfinement, il veut accélérer le «verdissement» de la flotte de taxis G7 et apporter sa pierre aux questions d'organisation de l'espace urbain et de lutte contre la pollution, qui sont plus que jamais d'actualité. Dans son dernier livre, *Urbanités*, ce grand lecteur interroge la société sur son déficit d'humanité, ses territoires oubliés en périphérie d'une mondialisation soi-disant heureuse, l'évolution de la ville de demain où rouleront

des «taxis verts, connectés et humains». Il en prend le pari. Nicolas Rousselet a des atouts pour le réussir. Il aime humer l'air du temps, entreprendre, développer ses idées. Il n'est pas, comme certains pourraient le penser, «un fils de». Même s'il en a les attributs. Et que le nom de son père, André Rousselet, ami et exécuteur testamentaire de François Mitterrand, créateur de Canal+, président de Havas et propriétaire de la G7, pouvait lui ouvrir toutes les portes. Derrière cette figure immense, il y avait «un père bienveillant», assure son fils aîné. Ce père qui lui a fait découvrir l'envers du décor, en entraînant l'enfant alors âgé d'une dizaine d'années au cœur de la centrale radio de la G7.

C'est en prépa HEC à Passy-Buzenval que l'adolescent s'est aguerri au contact de Jean Guilton. Le philosophe aime écrire au calme dans un coin de l'infirmerie du prestigieux établissement. Un jour, il demande à le voir. Entre l'auteur de *L'Absurde et le Mystère* et l'étudiant, se nouent des liens forts. «Il m'a appris la rigueur», se rappelle Nicolas Rousselet. Homme de réflexion mais aussi d'action, Nicolas Rousselet est un ami agréable et fiable. «J'ai plaisir à le voir. Il a un caractère enjoué et agréable. C'est un homme de parole. Quelles que soient les circonstances, je sais qu'il répondra présent», confie Nicolas de Tavernost, le patron de M6. ■

COLLECTION PERSONNELLE

Bio EXPRESS

1965 Naissance à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).
1990 Diplômé d'HEC, section entrepreneuriat.
1991 Intègre la G7 en tant que chargé des fusions-acquisitions.
1996 Devient directeur général de la G7.
2001 Devient également président de la G7.
2007 Lance la première application de réservation de taxis sur BlackBerry.
2016 Rebaptise la G7 Groupe Rousselet.

NOUVEAU

Retrouvez les mots croisés de votre Figaro dans une édition exclusive regroupant une sélection de 100 grilles signées Vincent Labbé.

6€₉₀ EN VENTE ACTUELLEMENT
chez tous les marchands de journaux
et sur www.figarostore.fr

**NON À LA BAISSSE
DE VOTRE BUDGET.
OUI AU BLOCAGE
DES PRIX.**



**PRIX
BLOQUÉS
SUR 12 600
DE NOS PRODUITS***

RENDEZ-VOUS SUR WWW.E.LECLERC

E.Leclerc 

DÉFENDRE TOUT
CE QUI COMPTE POUR VOUS.

BTX GALEC - 26 Quai Marcel Boyer - 94200 Ivry-sur-Seine, 642 007 991 RCS Créteil.

*Maintien des prix jusqu'au 31 août 2020 sur 4501 produits Marque Repère par rapport aux prix relevés du 10 au 16 mars 2020 et sur 8112 produits Sélection d'Expert et Tissaia par rapport aux prix relevés du 3 au 16 mars 2020 dans les centres E.Leclerc en France, Corse comprise, hors île de La Réunion, hors produits en catalogue. Sous réserve d'une évolution de la réglementation applicable à ces produits. Liste des produits disponibles et magasins participants sur www.e.leclerc